

MARS 2022



Convention pour la Transition
des Etablissements du Supérieur

ACCELERER LA TRANSITION DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

LIVRE BLANC

ARTICLE 9

ARTICLE 2.9

Suivre et publier son empreinte carbone par la réalisation, au plus tous les trois ans, d'un bilan d'émissions de gaz à effet de serre respectant la réglementation française en vigueur et comptabilisant les émissions indirectes significatives quantitativement.

SOMMAIRE

Sommaire	3
1. Réaliser un diagnostic socio-écologique complet	4
Un calculateur carbone national	5
2. Proposer un bilan carbone individuel	6
3. Bilan carbone des laboratoires	8
Étendre les bilans carbones aux laboratoires	8
Rendre obligatoire le calcul de l'impact carbone de toutes les recherches	8
4. Bilan carbone des associations et clubs de l'école	9
5. Bilan carbone numérique	10
6. Diagnostic thermique et énergétique du campus	10
7. Réaliser un bilan des consommations	11
8. Suivi des bilans, transparence et communication	12

1. RÉALISER UN DIAGNOSTIC SOCIO-ÉCOLOGIQUE COMPLET

Force de l'engagement : Faible Moyen Fort

Echéance de l'action : Court terme Moyen terme Long terme

Conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement, les établissements d'enseignement supérieur publics et privés de plus de 250 personnes **doivent réaliser leur bilan d'émission de gaz à effet de serre tous les trois ans en s'appuyant sur une méthode incluant à minima les émissions directes (ou SCOPE 1) et à énergies indirectes (ou SCOPE 2)**. Le calcul des autres émissions indirectes (ou SCOPE 3) est recommandé. Pour plus de détails sur la méthode de calcul et la réglementation en vigueur, voici la [méthode pour la réalisation des bilans d'émissions de gaz à effet de serre](#) proposée par le Ministère de la Transition Écologique. Le collectif **Labos1point5** travaille actuellement à l'élargissement de leur outil de calcul d'empreinte carbone, GES 1point5, initialement prévu pour les laboratoires, à tous les établissements d'enseignement supérieur et de la recherche.

Dans chaque établissement **il faut réaliser un bilan environnemental complet** renouvelé tous les 3 ans, qui comprendrait : un bilan carbone, un bilan biodiversité du campus (inventaire), un bilan enseignement (comment est enseignée la transition écologique) et un bilan gouvernance (quelle place est donnée à l'environnement dans la stratégie de l'établissement)

Le calcul de l'empreinte carbone est un outil de calcul d'impact mais c'est également un outil qui peut servir de levier de prise de conscience de l'impact de nos consommations et de nos activités. Le but des bilans, en dehors de suivre les émissions et les critères que l'on observe, peut être un moyen de sensibilisation. Il semble donc pertinent de **communiquer sur le bilan** à l'ensemble des personnes dans l'établissement.

Au fur et à mesure, le bilan peut être complexifié : sélectionner des services, laboratoires, bâtiments ou enseignements pour calculer son bilan de gaz à effet de serre de manière plus poussée.

OBJECTIFS

La transition des établissements doit pouvoir partir d'une évaluation solide qui met en évidence les postes d'impacts forts et les bons points. Cette évaluation doit pouvoir être déclinée en plan d'action. Pour cela, un modèle de diagnostic proposé par le MESRI pourrait

harmoniser cet effort à l'échelle nationale et accompagner les établissements.

ACTEURS

Mise en place conjointe entre l'association environnementale, la Direction des études, les

départements, le CERES (structure référente en environnement).

Pour aider à l'étude, **il faudrait clairement identifier/embaucher des personnes** dans chaque département et composantes dédiées. Ce serait bénéfique pour la charge de travail ainsi que pour la récupération des données.

RESSOURCES

Pour une réelle application et interprétation de ce bilan, il faut revoir le modèle de

gouvernance des établissements pour prendre des décisions via le prisme de ses enjeux socio-écologiques.

INDICATEURS

La tenue d'ateliers de travail réunissant les acteurs identifiés et les votes en Conseil d'Administration sur ces problématiques seront des indicateurs de la bonne mise en place des réflexions et de la prise en compte des bilans.

UN CALCULATEUR CARBONE NATIONAL

Utiliser et/ou créer un calculateur carbone national des ESR sous forme de logiciel du service public pour le calcul carbone des ESR et ainsi permettre la comparaison saine de tous les utilisateurs.

2. PROPOSER UN BILAN CARBONE INDIVIDUEL

Force de l'engagement : Faible Moyen Fort

Echéance de l'action : Court terme Moyen terme Long terme

Proposer un calcul individuel du bilan de gaz à effet de serre à tous les élèves permettrait une prise de conscience autant personnelle que collective. Le calcul de ce bilan pourrait être proposé sous forme d'application pour les étudiants et le personnel, et permettrait de donner des conseils. Elle mesurerait les émissions de CO₂ des étudiants au niveau de leurs déplacements et régime alimentaire pour faire prendre conscience aux étudiants de l'impact de leurs déplacements sur la planète pour qu'ils réfléchissent/ modifient par la suite leur manière de se déplacer.

OBJECTIFS

Sensibiliser les étudiant.es et le personnel de l'établissement. Valoriser le lieu d'étude en motivant les étudiants et le personnel à réduire leur empreinte carbone professionnelle et personnelle. Cela peut permettre également de former les étudiant.es et personnels à l'utilisation d'outils d'évaluation environnementale et prendre conscience de son impact personnel au sein de l'école.

ACTEURS

Cet outil peut être mis en place par un groupe de travail et puis suivi par une association spécialisée. Sinon elle peut être gérée par le corps enseignant et/ou le corps académique. Dans tous les cas, sa mise en place nécessiterait des cours sur un bilan carbone. Ainsi, il serait aussi possible de mobiliser les étudiants dans le calcul de l'empreinte carbone de l'établissement. Possibilité de le mettre en place un partenariat avec l'agglomération.

RESSOURCES

Ce bilan peut prendre la forme d'une application à utiliser par tous ou bien d'une plateforme dédiée aux bilans individuels/de promotion. On peut imaginer un système où tous les étudiants remplissent une fois par mois un questionnaire en ligne, de manière volontaire, sur les différents postes de dépenses (transport dans le cadre des études, alimentation sur le campus, achats matériels en lien avec les études etc.) En plus sophistiqué, pourquoi pas un outil de monitoring avec des envois de rapports personnels et mensuels de sa consommation d'énergie (avec équivalent CO₂).

Afin de faire connaître le dispositif, il faut organiser une première séance à destination des étudiants en première année pour présenter l'outil, aider à prendre en main la plateforme en ligne, mais aussi pour présenter les différents outils existants.

Les enseignants devront communiquer dessus pour le faire connaître aux étudiants. Des conférences animées par des doctorants pour sensibiliser les étudiants et communiquer sur le dispositif pourront être mises en place.

Une étude de faisabilité avec l'agglomération pourra renforcer la base de données et apporter plus de pertinence selon le lieu et proposer des axes d'amélioration réalisables sur le Campus et dans la vie quotidienne pour réduire son empreinte carbone.

Les résultats peuvent être communiqués à chaque trimestre, à la fois de manière personnelle pour chaque élève, mais aussi par groupe (spé, promo...). Un suivi plus régulier peut-être mis en place, mais demande plus de ressources.

Regrouper les élèves par promotion permet de créer un peu de challenge et de pousser à réduire son empreinte carbone.

La participation à cet outil pourra difficilement être obligatoire dans un premier temps.

A terme, sans que le calcul des émissions carbone soit un effet de mode, une fois que chacun a son score, il faudrait pousser la réflexion plus loin, afin que chacun mette en place des mesures concrètes pour réduire son impact. Pour cela on peut imaginer de challenger les promos entre elles pour que les années suivantes fassent mieux que les précédentes.

INDICATEURS

- Moyenne des bilans carbonés
- Nombre de participations
- Avoir des personnes dédiées à suivre les évolutions et les points d'amélioration au fil des années pour faire évoluer le bilan.
- Voir si cela suscite de l'intérêt avec le taux de participation, retour des

élèves, de l'association en charge de l'outil.

- Analyse de l'évolution du quota carbone au cours des trimestres et des années pour vérifier si cela a vraiment un impact sur les étudiants et le personnel.

LIMITES

Les inégalités entre les étudiants, tant socialement qu'environnementalement, peuvent faire varier la pertinence de la mesure selon les profils et les moyens des étudiants. L'incitation aux bons gestes dans la vie quotidienne notamment au niveau de l'achat bio, de moins prendre les transports carbonés, zéro déchets, etc ne doit pas être culpabilisant. Le calcul de cette empreinte individuelle pourrait conduire à conseiller des changements qui relèvent de la vie privée, controverses sur l'alimentation notamment, il est en effet plus facile de parler de la consommation sur le lieu d'apprentissage/ de travail.

Un bilan exhaustif est très difficile à atteindre au vu du nombre de facteurs à prendre en compte, de services.

La question de la confidentialité des chiffres des services se pose également.

En laboratoire, le personnel peut être rattaché à différents organismes ayant des politiques différentes.

Il pourrait y avoir un taux de participation très bas, mais en même temps le rendre obligatoire poserait des questions d'honnêteté ou de vie privée.

3. BILAN CARBONE DES LABORATOIRES

ÉTENDRE LES BILANS CARBONES AUX LABORATOIRES

Force de l'engagement : Faible Moyen Fort

Echéance de l'action : Court terme Moyen terme Long terme

Réaliser le BEGES des laboratoires de manière distincte, et ce au plus tous les trois ans. Le bilan global, dont les conclusions devront être accessibles librement par le grand public, devra permettre de dresser un constat (tableau par exemple) pour avoir une idée plus concrète des différents postes d'émissions. Des démarches comme celle de Labo1.5 peuvent être une base, dont les détails sont explicités dans l'article 2.5.

Des étudiants dans le cadre de la formation (apprentissage d'une nouvelle compétence utile à l'ingénierie : la réalisation d'un BEGES) pourraient mettre en place ce bilan, ou les équipes de recherche elles-mêmes (mais prend du temps), ou encore un prestataire extérieur.

RENDRE OBLIGATOIRE LE CALCUL DE L'IMPACT CARBONE DE TOUTES LES RECHERCHES

Force de l'engagement : Faible Moyen Fort

Echéance de l'action : Court terme Moyen terme Long terme

Il faudrait que chaque projet de recherche puisse calculer ses impacts carbone et publier sa méthode de façon détaillée. Il pourrait être également intéressant de prendre également en compte d'autres facteurs, comme l'impact sur l'eutrophisation, sur la biodiversité, etc.

La sécurisation et gestion des données doit être un point primordial pour garantir l'adhésion de tous les ESR.

4. BILAN CARBONE DES ASSOCIATIONS ET CLUBS DE L'ÉCOLE

Force de l'engagement : Faible Moyen Fort

Echéance de l'action : Court terme Moyen terme Long terme

Demander un bilan carbone à tous les clubs du campus en mettant en place l'envoi à l'administration d'une synthèse pour les différents clubs de l'école (qu'ils soient sportifs, administratifs ou autre) qui contiendrait un calcul/une évaluation d'indicateurs écologiques ou sociaux et qui permettra d'inciter les associations et clubs de l'école à réduire leur impact écologique.

OBJECTIFS

L'idée est d'inclure une réflexion sur les dimensions écologiques et sociales dans chacun des clubs de l'école et de fédérer à la fois autour d'activités de groupe et de la transition écologique. Le but à terme serait d'améliorer année après année le score du club.

ACTEURS

La responsable DDRS de l'école pourrait prendre en charge le pilotage et l'encadrement du projet car elle pourrait exploiter les données obtenues.

Chaque coach/président de club sera responsable de fournir un retour à l'administration.

RESSOURCES

Il faut avoir un président/un coach clairement défini pour chaque club pour désigner un responsable. Il pourrait également y avoir une

formation rapide grâce à un document de référence ou par un petit cours pour indiquer ce qu'il faut prendre en compte et comment effectuer le calcul.

INDICATEURS

Dans un premier temps, il faut sélectionner les indicateurs que l'on souhaite traiter. L'idée serait d'en sélectionner quelques-uns puis, au fur et à mesure du temps, d'en ajouter. Nous souhaiterions faire ce choix d'indice dans le référentiel DDRS des établissements d'enseignement supérieur.

La mission sera réussie s'il y a une amélioration des indicateurs au fur et à mesure du temps et que ces indicateurs donnent des axes d'amélioration.

LIMITES

Cela peut être un travail fastidieux, il pourrait y avoir à terme un fichier Excel de calcul rendant les calculs plus facile et moins pénible.

5. BILAN CARBONE NUMÉRIQUE

Force de l'engagement : Faible Moyen Fort

Echéance de l'action : Court terme Moyen terme Long terme

Mettre en place des bilans carbone numérique pour avoir une idée de la pollution numérique individuelle et collective, et la réduire en ciblant les pôles de pollution numérique. Les établissements au travers de leur service informatique dont une personne en charge spécifiquement de cela (qui travaille en étroite collaboration avec l'administration, les étudiants et les associations) s'occuperont de mettre en place un outil pour calculer leur impact. Un groupe d'étudiants pourra s'occuper de suivre les améliorations de la pollution numérique. Un manque d'informations ou un difficile accès aux données peuvent être d'importants problèmes, qu'il est important de contrer en travaillant en collaboration et en facilitant autant que possible l'accès aux données nécessaires.

6. DIAGNOSTIC THERMIQUE ET ÉNERGÉTIQUE DU CAMPUS

Force de l'engagement : Faible Moyen Fort

Echéance de l'action : Court terme Moyen terme Long terme

Faire un bilan énergétique et carbone des bâtiments du campus est la meilleure façon d'avoir une action proportionnée sur les bâtiments et d'avoir les informations sur ceux-ci, c'est-à-dire mesurer la consommation énergétique et les émissions de carbone des bâtiments du campus. Cela va permettre à terme de faire d'importantes économies de chauffage et d'énergie, un des principaux postes de pollution d'un bâtiment. Pour cela il faut mobiliser la DGDIL (direction générale de l'immobilier et de la logistique), une entreprise privée pour faire ce bilan et un chargé.e DDRS pour suivre les indicateurs. Il est possible d'avoir une subvention d'état de l'ordre de la centaine de milliers d'euros. Les freins possibles sont majoritairement le manque d'argent et la difficulté de prise de décision. Il y a aussi le temps consacré par le personnel lors de l'expertise, le dérangement qui peut être occasionné. Enfin c'est un bilan non contraignant, donc il n'y a pas d'obligations de suivre les recommandations.

7. RÉALISER UN BILAN DES CONSOMMATIONS

Force de l'engagement : Faible Moyen Fort

Echéance de l'action : Court terme Moyen terme Long terme

Afin de sensibiliser sur la consommation et son impact environnemental, on peut réaliser un rapport d'activité annuel des **consommations** (énergie, eau, déchet) de l'école, afin de le mettre en avant et à disposition. Ainsi tous peuvent suivre et s'impliquer pour réaliser des économies d'énergie et la réduction des déchets d'années en années sur le campus. L'objectif est d'alerter les étudiants sur la réalité des différents déchets produits par l'établissement (plastiques, empreinte carbone, etc....) et sur les moyens mis en place pour les réduire. L'idée est de convaincre de l'importance d'un effort collectif.

Afin d'obtenir les données nécessaires, on peut solliciter le service achat de l'école, l'économie de flux pour le suivi des consommations (eau, énergie), le service de communication pour la diffusion des résultats et une association étudiante pour le pesage des déchets alimentaires au CROUS. Les chiffres mesurés devront ensuite être retravaillés et comparés aux années précédentes pour donner du sens à ceux-ci.

Les résultats donnés dans le rapport des consommations permettront d'analyser la trajectoire de l'école en termes d'économie d'énergie et réduction des déchets.

Cela dit, il faudrait réfléchir à la fréquence de quantification pour que cela ne soit pas trop lourd à réaliser. On peut se poser la question des indicateurs et de leurs biais : que veut-on transmettre via ces chiffres ?

8. SUIVI DES BILANS, TRANSPARENCE ET COMMUNICATION

Force de l'engagement : Faible Moyen Fort

Echéance de l'action : Court terme Moyen terme Long terme

Il est difficile de trouver des garanties de la transparence totale des établissements. **Il est nécessaire qu'un mouvement national** soit engrangé pour motiver les établissements à être réellement transparents et conscients de leur empreinte écologique, de leur consommation, etc.

Afin de communiquer sur les bilans, on peut imaginer la mise en place d'une page internet sur le site des universités explicitant la politique de gestion de déchets pour renforcer la mise à disposition et la transparence des informations sur la production et la gestion des déchets de l'établissement. Ou encore un panneau où il y aurait notre consommation énergétique quotidienne ou hebdomadaire avec le coût que cela engendre et les sources de la consommation. Le mettre en évidence pour qu'il soit visible de toutes les parties prenantes pour améliorer la prise de conscience collective du coût et de l'impact de notre consommation. Cela permettrait de faire prendre conscience de notre gaspillage énergétique et d'informer sur les consommations réelles de l'école. Ces chiffres de consommation pourront être affichés de manière ludique et explicite (chiffres ramenés à un trajet en avion entre deux villes par exemple).

Si l'établissement propose des formations en rapport avec la gestion d'énergie, les élèves pourront travailler sur des cas pratiques.

Il faudra uniquement permettre l'utilisation des archives de consommation. Cette idée peut être en collaboration avec l'idée de recruter des gestionnaires d'énergie¹. Il faudra mettre en place un système d'affichage des consommations à côté de points stratégiques comme les points d'eau etc. L'élaboration d'affiches de renseignement sera nécessaire. Entre chaque année, des comparatifs pourront être faits pour montrer que l'économie des ressources est possible ou qu'elle doit être envisagée plus sérieusement.

Cependant, les étudiants et le personnel n'auront peut-être pas les connaissances nécessaires pour se représenter concrètement un chiffre, le mettre en perspective des objectifs à atteindre. Nous pouvons nous demander si cet affichage aura réellement un impact chez ces utilisateurs.

¹ Cf Article 2.10-Politique énergétique ; gestionnaires d'énergie



Convention pour la Transition
des Etablissements du Supérieur

MAI 2022



Convention pour la Transition
des Etablissements du Supérieur

ACCELERER LA TRANSITION DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

LIVRE BLANC

ARTICLE 10

ARTICLE 2.10

Réduire les émissions de gaz à effet de serre de l'établissement de 30 % sur la période 2028-2032, par rapport à la période 2018-2022, dans l'objectif de contribuer à la neutralité carbone mondiale à l'horizon 2050 et dans la lignée des objectifs de la Stratégie Nationale Bas Carbone.



Sommaire	3
<i>Créer une politique énergétique</i>	5
1. RECRUTER DES GESTIONNAIRES D'ÉNERGIE	6
2. Mettre en place des quotas carbone	7
Imposer des budgets carbone	7
Valoriser les bilans carbone faibles sur le diplôme	7
Adopter un quota carbone collectif	8
3. Politique dans le choix des achats	9
Pour le numérique	9
<i>Agir sur la pollution numérique</i>	11
1. Mettre en place une labellisation numérique	12
2. Agir à l'échelle de l'établissement	12
Projet étudiant sur le Numérique Responsable sur le campus	12
Recensement de la consommation numérique	13
Développer des infrastructures numériques plus responsables	13
Autres pistes	14
3. Questionner et sensibiliser sur l'usage des équipements	15
Mettre en place des journées de sensibilisation et d'actions	15
Faire des éco-gestes numériques un réflexe	16
Mettre en place des chartes	17
Fresque du numérique	17
4. Data center	18
Avoir la main sur la localisation de son Data center	18
Récupération de la chaleur émise par les Data centers	18
<i>Consommation énergétique</i>	19
1. Stimulation à l'action individuelle et collective	20
Mettre en place des défis énergétiques et un système de bonus	20
2. Aménagements dans l'enceinte des bâtiments	21
Réduction de la consommation lumineuse	21
Diminution de la consommation d'eau	21
Système de chauffage	21
Mettre en place un « court-circuit »	22
3. Bâtiments/infrastructures	22
Politique de construction	22
Rénovation	22
Quelques exemples	23
4. Repenser l'usage des infrastructures	24
Mettre en place des salles modulables	24

Exploiter les espaces peu utilisés	25
5. Définir des exigences sur les déplacements professionnels et étudiants	26
Définir un budget carbone des mobilités	26
Convertir la flotte des établissements	26
Mettre en place un calcul de bilan carbone systématique ainsi que des quotas à respecter	27
Évaluer les flux et les déplacements	27
Une approche systémique et systématique des voyages	28
6. Utiliser une source d'énergie plus durable	29
Se diriger vers l'auto-consommation	29

CREER UNE POLITIQUE ENERGETIQUE

Mettre en place une politique énergétique afin d'avoir une meilleure maîtrise énergétique, pour :

- **Rénover** les bâtiments ;
- Construire des bâtiments à énergies **positives** ;
- Suivre les **dépenses énergétiques** de l'établissement ;
- **Former** les acteurs de la politique énergétique ;
- Créer des canaux **d'informations** sur les dépenses énergétiques.

1. RECRUTER DES GESTIONNAIRES D'ENERGIE

Force de l'engagement : Faible Moyen Fort

Echéance de l'action : Court terme Moyen terme Long terme

Mise en place d'un service constitué de personnel "Gestionnaires d'énergie" afin de gérer la consommation d'énergies. Ce service sera en lien permanent avec le service communication de l'établissement.

L'intérêt sera de rationaliser l'utilisation des énergies et de réinvestir les économies réalisées de manière vertueuse, dans la transition énergétique par exemple.

Les membres du service feront un état des lieux des consommations, des dispositifs déjà implantés (système d'éclairage automatique etc.) et de l'attitude des usagers dans les établissements (lumières laissées allumées etc.).

Des comparaisons entre les différentes années permettront de mettre en avant les progrès réalisés / restants. Un reporting sur le sujet pourrait être réalisé (€ économisés, MWh économisés...).

C'est un projet ambitieux qui demande de débloquer des fonds pour ouvrir un poste. Les économies générées devraient pouvoir contribuer à son financement ou à l'optimisation des bâtiments, par exemple.

2. METTRE EN PLACE DES QUOTAS CARBONE

Les quotas carbone peuvent être un outil pour permettre à chacun de faire des choix cohérents avec ses besoins et projets personnels ou professionnels.

IMPOSER DES BUDGETS CARBONE

Force de l'engagement : Faible Moyen Fort

Echéance de l'action : Court terme Moyen terme Long terme

Un budget carbone pourra être imposé aux membres de l'ESR durant leur scolarité.

Il pourra permettre de sensibiliser autour de l'impact de la consommation d'énergies mais également d'autres ressources que l'on peut trouver dans son pays, sur son territoire, localement.

En pratique, les membres de l'établissements auraient par exemple un quota d'émissions qu'ils ne pourraient pas dépasser. Dans le cadre de sa scolarité, l'élève devrait alors choisir ses destinations et mobilités en adéquation avec cette limite.

Il faut créer un budget carbone adéquat et être transparent sur les raisons de ce choix. Le budget est contraignant en tant que tel, il pourrait donc subir les plaintes des membres de l'ESR.

VALORISER LES BILANS CARBONE FAIBLES SUR LE DIPLÔME

Force de l'engagement : Faible Moyen Fort

Echéance de l'action : Court terme Moyen terme Long terme

Mettre en avant les étudiant·e-s ayant eu un bilan carbone faible au cours de leur cursus avec une inscription sur leur diplôme.

Le quota carbone pourra s'appliquer pour la mobilité à l'étranger en avion (non contraignant mais qui interpelle).

Pour aider à prendre en compte et à appliquer ce quota, il faudrait une comparaison et des informations sur les différentes mobilités internationales, sur les listes de voyages à l'étranger.

Un indicateur pertinent pourrait être le nombre de kilomètres parcourus en avion lors de stages ou d'échanges à l'étranger.

ADOPTER UN QUOTA CARBONE COLLECTIF

Force de l'engagement : Faible Moyen Fort

Echéance de l'action : Court terme Moyen terme Long terme

L'idée du quota serait d'assigner à l'établissement un budget carbone annuel qu'il devra respecter (de la même façon que l'on respecte un budget financier).

3. POLITIQUE DANS LE CHOIX DES ACHATS

Force de l'engagement : Faible Moyen Fort

Echéance de l'action : Court terme Moyen terme Long terme

Déployer des achats responsables consiste à réinterroger ses besoins et à intégrer dans son processus d'achats des critères environnementaux et sociaux, intégrant une logique de cycle de vie et de coût global.

Pour cela, il peut être judicieux d'établir une aide à la décision interne dans le choix des projets ou d'achats qui prenne en compte les émissions de CO₂. Par exemple, par la **mise en place d'une charte d'achats responsables** (Cartographie Achats RSE) sur le modèle de celle de l'ADEME¹. Au-delà de l'achat, la charte peut également concerner l'utilisation en elle-même d'un bien (une durée d'utilisation minimale, des conditions d'usages, etc.).

Cette politique d'achats devrait pouvoir s'étendre à toutes les échelles : que ce soit pour les laboratoires, les TP, le fonctionnement de l'établissement ; toutes les fournitures devraient pouvoir être étudiées.

La mise en place de cette action dépend de la direction de l'école, de ses partenaires, des responsables achats. Elle pourra être soutenue par un chargé de mission environnement.

Fixer une valeur monétaire des émissions, s'indexant sur le prix du marché européen par exemple, permettrait d'estimer le coût complet de chaque achat ou opportunité d'achat. Cela permettrait de voir facilement les bénéfices réalisés, soit en termes d'économies de CO₂, soit de manière monétaire.

Néanmoins, la prise en compte des émissions carbone selon ces méthodes pourrait limiter l'accès à l'offre de certains partenaires.

POUR LE NUMÉRIQUE

Force de l'engagement : Faible Moyen Fort

Echéance de l'action : Court terme Moyen terme Long terme

Acheter des produits garantis sur une longue durée pour avoir du matériel durable.
Acheter du matériel en reconditionné, ne pas remplacer tous les ordinateurs par turnover.
Promouvoir la convention avec ECODAIR pour acheter des appareils reconditionnés plutôt que neufs.

¹ <https://www.ademe.fr/entreprises-monde-agricole/organiser-demarche-environnementale/dossier/boite-a-outils-achats-responsables/sensibilisation-achats>

Reconditionner les équipements à leur fin de vie, limiter le nombre d'imprimantes par personne, donner/vendre les ordinateurs en fin de vie pour le personnel/étudiant-e-s.

De nombreux indicateurs pourront évaluer la politique d'achat :

- Durée de vie moyenne des ordinateurs ;
- Nombre d'équipements informatiques par élève/professeur ;
- Taux de renouvellement des équipements ;
- Argent économisé par ces mesures ;
- Nombre d'ordinateurs reconditionnés/envoyés en reconditionnement/achetés reconditionnés.

AGIR SUR LA POLLUTION NUMÉRIQUE

Concernant l'utilisation du numérique, il faut questionner l'ensemble de nos usages afin d'avoir un impact significatif. C'est la combinaison et l'élaboration de réelles habitudes qui mèneront à un changement.



1. METTRE EN PLACE UNE LABELLISATION NUMÉRIQUE

Force de l'engagement : Faible Moyen Fort

Echéance de l'action : Court terme Moyen terme Long terme

Se mettre en conformité avec les mesures EcoInfo². Soutenues par le CNRS, elles demandent des adaptations concernant notre pollution numérique. Peu d'établissements sont en conformité avec les mesures demandées.

Suivre la démarche de labellisation Numérique Responsable³.
Ces démarches pourraient être suivies par un chargé de mission.

2. AGIR À L'ÉCHELLE DE L'ÉTABLISSEMENT

PROJET ÉTUDIANT SUR LE NUMÉRIQUE RESPONSABLE SUR LE CAMPUS

Force de l'engagement : Faible Moyen Fort

Echéance de l'action : Court terme Moyen terme Long terme

Connaître l'impact du numérique à l'échelle du campus et sensibiliser étudiant·e·s et permanent·e·s sur les différents moyens/actions permettant de réduire cet impact.

Le projet serait mené en collaboration avec des expert·e·s extérieurs sur le numérique (voire des enseignant·e·s-chercheur·euse·s de l'école).

Plusieurs types d'actions sont possibles : un état des lieux de l'empreinte écologique numérique globale de l'école par un expert (accompagnement possible via le label Numérique Responsable par exemple), la recherche de solutions pour limiter l'impact et la sensibilisation des étudiant·e·s et du personnel.

Ce projet pourra lui-même créer des indicateurs pour les différents volets d'actions identifiés.

² <https://ecoinfo.cnrs.fr/>

³ <https://label-nr.fr/>

RECENSEMENT DE LA CONSOMMATION NUMÉRIQUE

Force de l'engagement : Faible Moyen Fort

Echéance de l'action : Court terme Moyen terme Long terme

Le partage des données de consommation générées par la DSI (direction des systèmes d'information) pourrait être un support de sensibilisation. Ensuite, chaque laboratoire pourrait remonter la quantité de données stockée sur son serveur et enfin, chaque unité d'enseignement pourrait remonter sa consommation de matériel sur le poste numérique.

Cette action requiert une volonté politique d'investir du temps de la DSI sur la récupération des données.

DÉVELOPPER DES INFRASTRUCTURES NUMÉRIQUES PLUS RESPONSABLES

Force de l'engagement : Faible Moyen Fort

Echéance de l'action : Court terme Moyen terme Long terme

Installer et utiliser des moteurs de recherche éco-responsables (ex. : Ecosia, Ecogine, Givewater, Ekoru). Les extensions écologiques sont toutes différentes, un choix conscient doit donc permettre d'en sélectionner une qui convienne à nos critères sociaux, de transparence, d'utilisation des données etc.

Faire durer les équipements numériques.

Entretenir régulièrement les ordinateurs et adopter les bons gestes pour en prendre soin.

Installer des logiciels moins gourmands en énergie et qui exploitent moins intensément le système de l'ordinateur (exemple : Linux).

Favoriser l'utilisation de logiciels libres de droits pour avoir plus de transparence sur l'utilisation des données, la localisation des serveurs, etc.

Choix des applications de visioconférences consommant moins de bande passante⁴.

⁴ Une étude menée par Greenspector compare les différentes applications / logiciels de visioconférence sur un smartphone : [lien](#)

AUTRES PISTES

Déployer un réseau Wifi performant et simplifié pour éviter les partages de connexion et la consommation de 4G, très énergivore.

Limiter la quantité de matériel numérique

Le matériel numérique utilisé dans l'école représente la majeure partie des émissions de CO2 du numérique. Diminuer le nombre de machines utilisées et allonger leur durée de vie diminue la fréquence de renouvellement du matériel informatique.

Limiter les usages simultanés des machines

Faire en sorte que les différentes promotions n'aient pas besoin des ordinateurs en même temps, ce qui implique d'adapter les emplois du temps, voire la maquette pédagogique, pour limiter le besoin de matériel.

Augmenter la durée de vie des ordinateurs par un système de redistribution

Un ordinateur trop vieux ou trop lent pour l'usage qui en est fait dans un service peut être largement suffisant dans un autre service.

Diminuer le stockage inutile d'informations

Stocker sur des disques durs les archives/cours plutôt que systématiquement en ligne.

Installer un logiciel qui scanne les ordinateurs/boîtes mails/clouds pour voir les duplicatas et les enlever.

Adopter la suppression automatique des mails.

Donner une durée de vie aux données stockées en ligne.

Privilégier les stockages de documents sur des clouds/moodle aux envois par mail.

Mettre en place un blocage des PJ dans les listes de diffusion et systématiser l'utilisation de plateformes de transfert.

Plateforme des associations

Mettre en place une plateforme pour permettre aux associations de relayer leurs dernières informations pour qu'elles évitent d'envoyer des mails individuels.

Pour être cohérente, la plateforme utilisée serait la plus sobre possible et libre de droit.

3. QUESTIONNER ET SENSIBILISER SUR L'USAGE DES ÉQUIPEMENTS

La redondance des moyens de communication est une limite liée au numérique. En effet, lorsque de nouveaux moyens de communication sont mis en place (exemple de Whatsapp), cela n'évite pas l'utilisation des autres moyens de communication déjà existants (notamment les mails). Des mails de rappels sont constamment envoyés.

Le numérique peut-être un outil pédagogique utile mais pas toujours essentiel ; il faut l'utiliser de façon raisonnée et éviter sa consommation à outrance. **Les outils numériques ne doivent pas être des obligations pédagogiques.**

METTRE EN PLACE DES JOURNÉES DE SENSIBILISATION ET D' ACTIONS

Force de l'engagement : Faible Moyen Fort

Échéance de l'action : Court terme Moyen terme Long terme

De nombreuses actions devront être menées pour informer sur le réel impact du numérique.

Actions de sensibilisation / recommandations : Fresque du numérique.

Un état des lieux régulier de notre usage du numérique pourrait permettre d'établir des objectifs clairs. Ces objectifs pourraient dès lors être communiqués lors de semaines de sensibilisation (de rentrée ou lors d'événements ponctuels comme la semaine du développement durable par exemple). Privilégier l'usage d'un panneau d'affichage non numérique pour la sensibilisation.

Inciter les étudiants à vider leurs boîtes mails via des annonces, via la mise en place d'un « code » signifiant l'importance de garder ou non le mail, via diverses actions de sensibilisation. Cela pourrait également passer par un défi dont un créneau est spécialement réservé pour la suppression de mail.

OBJECTIFS

Questionner et sensibiliser à l'usage responsable des outils numériques.

Réduire le stockage de données sur les messageries et plus généralement l'impact environnemental du numérique, dans un contexte d'utilisation accrue d'outils numériques (enseignements à distance, télétravail).

Éviter le stockage de données inutiles.

ACTEURS

Chargés du numérique

DSI / Équipe DDRS

Chargé de projet

Personnel

Intervenant.e.s professionnel.le.s extérieur.e.s, spécialistes de la sensibilisation sur ce sujet

RESSOURCES

Journée de mobilisation et de sensibilisation initiée par l'Institut du Numérique Responsable et World CleanUp Day France, dont les objectifs sont de mobiliser les citoyens sur une journée et de les sensibiliser sur le reste de l'année.

Outils externes (ex : greenwise) ou mis à disposition par la DSI. Ressources de la CleanWalk numérique réalisée par le NOISE ESSEC.

Cette sensibilisation se ferait via des ateliers en présentiel, affichages et échanges.

Un **défi collectif** pourrait être mis en place, à plusieurs échelles : par promotion, établissement, groupe d'établissements, national. Le but de ce défi serait que tous les élèves suppriment leurs mails en même temps (sur une semaine par exemple) sur des créneaux de 30 min. Un référent pourrait faire le tour des salles et demander une pause dans les cours pour prendre le temps de supprimer les mails inutiles. Une fréquence d'1 fois à la fin de chaque semestre pourrait être envisagée. Cette solution serait applicable dès janvier 2022.

Les élèves pourraient également profiter de ce créneau pour créer une signature de mail automatique avec la mention « N'oubliez pas de supprimer ce mail après lecture », pour sensibiliser davantage.

INDICATEURS

Mise en place d'une signalétique par les professeur·euse·s/institutionnels sur les mails pour signaler dans chaque message l'importance de conserver le mail.

Nombre de participant·e·s, nombre de mails supprimés et réduction d'émission de CO2. Au fil des sessions, comparaison des résultats.

Pour sensibiliser les élèves, ces chiffres peuvent être affichés sur un grand panneau d'affichage dans l'établissement.

LIMITES

Pour les mails : action peu contraignante donc efficacité limitée⁵.

La crise sanitaire freine le dialogue avec la DSI, pour l'instant débordée par les contraintes techniques. Difficulté de mesurer la pollution numérique chez les étudiantes et son évolution.

FAIRE DES ÉCO-GESTES NUMÉRIQUES UN RÉFLEXE

(non exhaustif)

- Inciter à envoyer des liens vers des fichiers hébergés plutôt que des pièces jointes volumineuses ;
- En cas d'utilisation d'un site internet, l'optimiser afin d'avoir la consommation énergétique la plus faible possible (réduction de la qualité des vidéos, limitation de leur usage...);
- Changer les paramètres par défaut des visio/stockage de vidéo ;

⁵ [Empreinte carbone des mails](#) ; Futura sciences

- Limiter la résolution/arrêter la caméra en visioconférence ou mettre une photo (intermédiaire entre le fond noir et la vidéo) ;
- Arrêter les photos en signature, arrêter le "répondre à tous" systématique ;
- Éviter l'envoi inutile de newsletters sur les boîtes mails des étudiant·e·s, enseignant·e·s-chercheur·e·s ;
- Éteindre automatiquement les ordinateurs lorsqu'ils sont inutilisés (à partir d'une certaine durée d'inactivité ou à partir d'un certain horaire, anticiper les mises à jour en allumant en amont des cours) ;
- Veiller à se déconnecter et éteindre la Wi-Fi quand elle n'est plus nécessaire.

METTRE EN PLACE DES CHARTES

Charte du numérique

Proposer une charte de bonnes pratiques numériques au travail est un outil relativement simple et efficace à mettre à disposition de tous.

Charte d'utilisation de Teams

A généraliser avec d'autres plateformes (penser à privilégier l'open-source)

Mettre en place une charte conjointement entre étudiant·e·s, professeurs et direction pour l'utilisation de Teams. Encourager les professeurs à communiquer avec les étudiant·e·s et entre eux par Teams, afin d'éviter des mails répétitifs qui ne seront parfois pas supprimés par le/la destinataire concerné·e.

Autoriser l'enregistrement des cours sur Teams uniquement si celui-ci est supprimé au bout d'une semaine. En effet, il peut y avoir un réel intérêt pour les étudiant·e·s à avoir accès à l'enregistrement d'un cours mais l'impact des enregistrements vidéo est conséquent et peut également entraîner un "faux" rythme de vie néfaste à l'étudiant·e.

FRESQUE DU NUMÉRIQUE

Ajouter la fresque du numérique aux enseignements (surtout pour les élèves en formation informatique/électronique).

4. DATA CENTER

AVOIR LA MAIN SUR LA LOCALISATION DE SON DATA CENTER

Utilisation de data centers locaux pour diminuer l’empreinte liée au transport des données et avoir un meilleur contrôle sur ses données. Ce point peut être discuté en fonction de la localisation des data center (migration ou non).

Voir l'usage du data center : s’il sert uniquement à un stockage de données, il n’est peut-être pas pertinent d’avoir un data center mais si c’est un ordinateur pour la recherche, il peut l’être. Il est donc nécessaire d’identifier les besoins de l’université.

Mettre en place un partenariat avec les collectivités pour avoir un data center commun.

RÉCUPÉRATION DE LA CHALEUR ÉMISE PAR LES DATA CENTERS

Echéance de l’action : Court terme Moyen terme Long terme

La récupération de la chaleur thermique fatale des serveurs pour le chauffage du bâtiment est faisable via un système dédié.

Réfléchir au fonctionnement et au placement des serveurs et équipements numériques émetteurs de chaleur pour éviter une dissipation thermique inutilisée (exemple des chaudières numériques). S’inspirer du projet de l’ENSE3, qui récupère la chaleur fatale des serveurs pour le chauffage de ses bâtiments.

Seront nécessaires : la réalisation d’une étude de faisabilité, de rentabilité économique et énergétique, l’étude du budget de l’établissement et l’étude de potentiels financements extérieurs (ex : Conseil Général de la Région).

Incertitude quant aux acteurs à mobiliser.

CONSOMMATION ÉNERGÉTIQUE



1. STIMULATION À L'ACTION INDIVIDUELLE ET COLLECTIVE

METTRE EN PLACE DES DÉFIS ÉNERGÉTIQUES ET UN SYSTÈME DE BONUS

Le projet consiste à installer un système de Bonus (monétaire) dans les différentes structures de l'université, via un challenge entre domaines d'études, à l'échelle d'un bâtiment, du personnel, des chercheur·euse·s du lieu d'études. Il pourrait être basé sur l'énergie économisée. L'entité gagnante sera celle qui aura la plus faible consommation énergétique et de ressources sur une année.

Quand une UFR fait des achats, elle doit prêter attention aux impacts écologiques de ces derniers. Si une économie financière est faite, l'année suivante, des subventions pour du matériel pourrait par exemple être plus importantes. Ce projet s'accompagne d'installations plus économes et durables et il faudra au préalable sensibiliser les usagers du bâtiment pour leur indiquer la consommation annuelle des appareils en veille. Un tableau de suivi pourra être mis en place pour faire un reporting annuel des économies d'énergie. De plus, un affichage papier consultable par les usagers du bâtiment pourrait permettre une prise de conscience. Il faudra proposer une mise en place par le/la responsable consommation énergétique des établissements qui s'occupera du suivi de la consommation. Ce/cette responsable sera chargé·e de veiller à la baisse significative de la consommation d'énergie des structures afin de vérifier que cette solution est appliquée. La responsabilisation et la mobilisation du personnel sont essentielles.

2. AMÉNAGEMENTS DANS L'ENCEINTE DES BÂTIMENTS

Les aménagements ne peuvent pas être mis en place par des associations mais seulement par l'établissement. Cette mesure ne nécessite pas de suivi particulier, c'est seulement la prise de décision au départ qui doit être initiée par la direction générale de chaque établissement.

Des opportunités sont à saisir : des projets sont mis en place par les villes (comme les Territoires Zéro Carbone par exemple).

RÉDUCTION DE LA CONSOMMATION LUMINEUSE

Changer les ampoules de l'université par des éclairages à LED (dans un deuxième temps, peut-être mettre en place des détecteurs dans les endroits les plus stratégiques, notamment dans les résidences, s'il y en a).

Installation de détecteurs de mouvement pour les lumières et d'ampoules basse consommation.

DIMINUTION DE LA CONSOMMATION D'EAU

Installation de capteurs de mouvements et de mousseurs.

Le prix est un peu plus élevé mais le retour sur investissement estimable est important (environ 70% d'économie d'eau pour les capteurs et 30 à 60% pour les mousseurs).

Mise en place d'aérateurs sur les robinets : réduire le débit des robinets en y ajoutant des aérateurs d'eau économes ou auto-régulés.

SYSTÈME DE CHAUFFAGE

Mettre en place des régulateurs de chauffe sur les radiateurs pour permettre jusqu'à 25% d'économie d'énergie et un meilleur confort de vie.

Adapter le système de chauffage à la taille des salles, notamment sur le fait de chauffer les amphis et les grandes salles - complexité entre les flux et les besoins.

Limiter les chauffages électriques individuels.

Améliorer le contrôle du chauffage/climatisation.

La température dans les locaux est souvent inadaptée. Il est important d'améliorer la gestion du chauffage. Mettre en place un système de rhéostat dans toutes les pièces pour mieux maîtriser la température et améliorer sa flexibilité entre les salles. Le chauffage pourrait par exemple se couper directement quand la pièce dépasse les 18 degrés.

Fixer une limite de refroidissement maximal à 5 degrés en dessous de la température extérieure avec un déclenchement des climatiseurs à partir de 22 degrés en intérieur.

METTRE EN PLACE UN « COURT-CIRCUIT »

A partir d'une certaine heure, toutes les salles qui n'ont pas besoin d'être alimentées ne consomment plus d'énergie.

Éteindre l'ensemble des lumières la nuit.

3. BÂTIMENTS/INFRASTRUCTURES

Les infrastructures sont la représentation physique du campus, elles font partie des moyens mis à disposition pour favoriser d'une part la recherche et d'autre part, un enseignement de qualité. Néanmoins, le fonctionnement de ces infrastructures implique un impact environnemental conséquent, qu'il est nécessaire de chercher à diminuer.

POLITIQUE DE CONSTRUCTION

Intégration d'une [Gestion Technique Centralisée](#) : améliorer le contrôle des dépenses énergétiques, limiter les usages abusifs et repérer rapidement les problèmes.

Inscrire dans les projets de construction et de rénovation des moyens pour réduire la consommation énergétique des bâtiments, notamment l'isolation etc.

Certification des bâtiments

Certifier les nouveaux bâtiments et construire si possible, des bâtiments à énergies positives.
Certifier les bâtiments : ACERMI, Eco-Artisan, NF habitat, BREEAM, HQE. Ou labelliser avec le label Citergie.

RÉNOVATION

Le secteur du bâtiment est l'un des premiers secteurs d'émissions en France, l'efficacité énergétique et l'empreinte carbone des bâtiments doivent être des priorités.

La rénovation des bâtiments représente de gros investissements à long terme. Ces travaux liés à une analyse en coût global permettront de cibler les économies à long terme, en plus de l'amélioration du confort des occupants, dans une logique d'adaptation au changement climatique. Il est donc nécessaire de prévoir ces travaux longtemps en amont afin de piloter au mieux les budgets nécessaires ; et si les moyens ne sont pas là, il faut s'organiser et en faire la demande à plusieurs établissements à l'échelle nationale.

QUELQUES EXEMPLES

- **Installer des protections solaires** réglables manuellement (protègent les bâtiments de la chaleur du soleil, tout en ayant un impact relativement faible dans sa conception).
- Mettre en place des systèmes de **ventilations naturelles nocturnes** (refroidit le bâtiment durant la nuit pour qu'il soit frais le jour) sur le campus universitaire, en évitant les systèmes de climatisation consommant de l'énergie fossile.
- Apprendre aux occupants à utiliser un bâtiment afin que ses fonctions soient remplies de manière optimale.

4. REPENSER L'USAGE DES INFRASTRUCTURES

Aborder une réelle réflexion sur l'intérêt de la mise en place de nouvelles infrastructures (impact environnemental, intérêt commun...). Pour cela, un groupe de réflexion sur les impacts environnementaux des futures structures pourra être mis en place et devra être consulté.

METTRE EN PLACE DES SALLES MODULABLES

Force de l'engagement : Faible Moyen Fort

Échéance de l'action : Court terme Moyen terme Long terme

Concevoir des pièces réversibles avec plusieurs dispositions / fonctions disponibles et ainsi limiter le nombre de pièces inutilisées ou résoudre les problèmes de place insuffisante.

OBJECTIFS

Optimiser l'espace pour proposer un maximum de services dans un minimum de place et faire des économies d'usages des espaces.

Pouvoir disposer d'espaces très grands qui seraient divisibles en plusieurs petits espaces.

Améliorer le taux d'occupation des grands espaces car ils seraient possible de les réduire.

Un bon outil de gestion de réservation des espaces permettra de jongler avec cette nouvelle utilisation des salles.

Le mobilier et la manière dont les salles sont rendues modulables devront être pensés en fonction de l'espace (parois amovibles, mobiliers sur roulettes...).

ACTEURS

La solution sera gérée par l'architecte du projet, en collaboration avec l'établissement qui consultera régulièrement les parties prenantes du campus dans la co-construction de ces éléments.

Taux d'usage d'une salle pour *a minima* deux fonctions différentes.

Une enquête de satisfaction pourrait être menée en complément.

RESSOURCES

L'aménagement de ces salles demande beaucoup de réflexion et donc du temps. Il faudra trouver une équipe de conception qui puisse s'adapter aux besoins et consulter toutes les parties prenantes du campus pour connaître leurs besoins et attentes (en matière de cérémonie, de cours...).

DIFFICULTES

Identifier les besoins des parties prenantes et mettre de côté les idées. Des envies impossibles à réaliser ou trop coûteuses.

Concilier les besoins, envies des différents publics (étudiants, professeurs, riverains).

Se projeter sur les années futures (temps de la construction/ aménagement).

Anticiper la croissance (nombre d'étudiant-e-s, de professeurs).

EXPLOITER LES ESPACES PEU UTILISÉS

Force de l'engagement : Faible Moyen Fort

Échéance de l'action : Court terme Moyen terme Long terme

Rénovation et/ou changement de destination de bâtiments ou salles très peu ou pas du tout utilisés afin de créer des tiers-lieux pour tous, sans nouvelles constructions.

OBJECTIFS

Permettre la création d'espaces conviviaux en évitant la construction abusive, à destination de toutes les parties prenantes, en fonction des demandes et besoins. Cette solution pourrait être combinée avec la précédente.

ACTEURS

La direction devrait décider du lancement des travaux de réaménagement et de la réhabilitation des salles.

Un groupe d'étudiant·e·s serait rattaché à ce projet, réaliserait des sondages et s'assurerait que les usagers sont satisfaits de ces lieux.

RESSOURCES

Un plan de réaménagement devrait être imaginé tandis que les espaces à reconverter devraient être identifiés. Vider les bâtiments et salles à rénover serait nécessaire avant de les faire voir/expertiser par des professionnels du BTP si besoin.

Il faudrait également prévoir un budget dédié aux travaux et aux achats de matériel à disposer dans les salles : poufs, tables, chaises, fauteuils, canapés, si possible issus de l'économie circulaire (reconditionnés, seconde main, recycler etc.

INDICATEURS

Un sondage pourrait être proposé auprès des étudiants et des professeurs pour savoir s'ils ont connaissance de ces espaces et s'ils les utilisent.

5. DÉFINIR DES EXIGENCES SUR LES DÉPLACEMENTS PROFESSIONNELS ET ÉTUDIANTS

DÉFINIR UN BUDGET CARBONE DES MOBILITÉS

Force de l'engagement : Faible Moyen Fort

Échéance de l'action : Court terme Moyen terme Long terme

Pour les laboratoires :

Définir un budget carbone des mobilités pour un laboratoire, sur la base des objectifs d'émissions de GES par personne définis par l'Accord de Paris. Ce budget serait à répartir entre les différentes équipes, avec un système de priorités selon des critères à définir, comme par exemple : l'avancement de la carrière, l'âge, la destination, la fréquence...

Estimer et faire remonter les besoins du laboratoire en termes de longues mobilités. Réfléchir à un calendrier pour concentrer sur quelques semaines les séminaires ou colloques importants et limiter les déplacements internationaux. Veiller à prendre en compte les spécificités de chaque laboratoire (ex : stages de terrain en Géographie) pour que la mesure ne soit pas dogmatique.

L'idéal serait d'organiser une transition des mobilités avec, pour commencer, la diffusion de fiches de "priorités" dans les laboratoires et au bout d'1 à 3 ans, un budget obligatoire à ne pas dépasser ou à compenser

Pour les étudiants :

Afficher le poids équivalent CO2 du stage de terrain ou de recherche dans les rapports de stage.

Reconsidérer les mobilités lourdes pour les étudiant·e·s et les chercheur·euse·s (nécessite l'implication de la direction des études, la direction des relations internationales ou d'une structure d'enseignement ou de recherche).

Mise en place similaire à celle du laboratoire LOCEAN avec vote et débats participatifs. Pour les étudiant·e·s, la direction des relations internationales doit pouvoir accompagner et encourager le recours à des mobilités alternatives.

CONVERTIR LA FLOTTE DES ÉTABLISSEMENTS

Force de l'engagement : Faible Moyen Fort

Échéance de l'action : Court terme Moyen terme Long terme

Repérer les véhicules professionnels à essence et voir combien d'entre eux sont remplaçables par des alternatives très bas-carbone ou des voitures électriques.

METTRE EN PLACE UN CALCUL DE BILAN CARBONE SYSTÉMATIQUE AINSI QUE DES QUOTAS À RESPECTER

Faire l'état des lieux des déplacements par mode de transport et par type de public pour établir un bilan des émissions de GES liées aux déplacements.

Établir un bilan des émissions de GES sur la base de la méthode proposée par l'ADEME (base carbone) permet d'avoir une connaissance des postes de déplacements les plus émetteurs et mettre en place un plan d'actions adaptées.

Si le transport est supérieur à un quota fixé : possibilité de mise en place de compensation carbone avec une association sur place (sociale et/ou environnementale).

Faire calculer l'empreinte carbone de chaque mobilité à l'étranger - obligatoire dans le rapport de stage/mobilité.

Inscrire dans les notes de déplacements l'**obligation de transport ferroviaire ou de covoiturage** pour les trajets d'une durée inférieure à 4h et pour les trajets de 4h à 6h sauf sur justification de la nécessité de prendre l'avion.

ÉVALUER LES FLUX ET LES DÉPLACEMENTS

Force de l'engagement : Faible Moyen Fort

Échéance de l'action : Court terme Moyen terme Long terme

Créer une base de données de suivi kilométrique de l'ensemble des déplacements (domicile-travail, professionnels) par mode de transport.

Le suivi des déplacements est un préalable à la mise en place d'un plan d'actions visant à favoriser la mobilité douce.

Les **flux déplacements domicile/établissement** peuvent être collectés à partir d'enquêtes réalisées auprès des publics concernés ou bien lors de l'inscription pour les étudiant-e-s/ dossier pour le personnel en demandant un point relatif aux habitudes de déplacements.

Les flux des déplacements professionnels :

Pour les étudiant-e-s, ces données peuvent être collectées par le biais d'une rubrique ajoutée aux conventions de stages, par la mise en place d'un suivi des déplacements réalisés dans le cadre des enseignements (visites techniques, voyage d'étude etc.). Pour le personnel, les données peuvent être collectées par le biais des outils de suivi de la flotte de véhicules administratifs, mais aussi *via* les notes de frais de missions.

UNE APPROCHE SYSTÉMIQUE ET SYSTÉMATIQUE DES VOYAGES

Force de l'engagement : Faible Moyen Fort

Échéance de l'action : Court terme Moyen terme Long terme

Avoir des mobilités étudiantes et des déplacements professionnels plus raisonnés et réfléchis en envisageant toutes les alternatives possibles.

Demander une étude d'impact de déplacement pour les personnes effectuant une mobilité.

OBJECTIFS

L'objectif est à la fois environnemental et humain : appréhender une réflexion sur le coût environnemental de tout déplacement motorisé et ses bénéfices nets.

ACTEURS

Le projet serait mis en place par les responsables DDRS (développement durable et responsabilité sociétale de l'école), en lien avec un groupe de travail dédié. Celui-ci construirait une liste d'éléments à étudier avant le voyage et d'alternatives plus vertes de transports.

Le groupe de travail pourra réunir des experts de ces questions, des personnes du bureau de relations internationales, des élèves, des membres de l'administration etc.

METHODE

Mise en place d'une réflexion par une étude imposée.

Cette idée se décompose en trois étapes :

1. Chaque personne doit ajouter à sa demande de déplacement **un document d'étude de l'impact**

environnemental du déplacement et de l'apport (en terme chiffré ou humain) d'un tel déplacement.

2. Adresser un dossier bref rassemblant des méthodes de déplacements ou d'organisation alternatives engendrant moins d'externalités négatives.
3. Proposer, le cas échéant, des compensations aux externalités négatives subsistantes (financées par l'école au moins en partie) dans le cas d'usage de transports motorisés et donc impactant l'environnement.

RESSOURCES

Avant la mise en place du projet, une phase exploratoire permettra de proposer des méthodes simples de calcul des impacts négatifs d'un déplacement. Il faudra également faire des recherches pour identifier des moyens de déplacements alternatifs et adaptés aux besoins des personnes concernées.

OPERABILITE

Le projet pourrait être amorcé rapidement, dès la rentrée prochaine. En revanche, sa mise en place fonctionnelle peut nécessiter plusieurs mois, le temps de construire le projet.

6. UTILISER UNE SOURCE D'ÉNERGIE PLUS DURABLE

Les solutions énergétiques proposées dans cette partie n'ont pas fait consensus dans certains groupes de travail. Il est nécessaire de réfléchir à leur faisabilité, leur efficacité et leur durabilité pour chaque situation :

- Chauffage à copeaux de bois ;
- Centrale de valorisation des déchets: [Méthaniseur de Caen](#), [Site d'incinération des déchets de Colombelle](#) ;
- Panneaux photovoltaïques : production d'électricité ;
- Panneaux solaire thermique : aussi appelé chauffe-eau solaire ;
- [Pompe à chaleur](#) ;
- Système de géothermie ;
- Eolienne.

SE DIRIGER VERS L'AUTO-CONSOMMATION

Force de l'engagement : Faible Moyen Fort

Échéance de l'action : Court terme Moyen terme Long terme

Il est nécessaire de diminuer l'impact carbone du campus *via*, notamment : l'emploi d'énergies renouvelables, une meilleure efficacité énergétique, la mise en place de méthodes de sobriété et de résilience, tout en améliorant le confort sur le campus (espaces verts, qualité d'air intérieur, système de ventilation, etc.).

Cela nécessite l'échange d'informations entre les gestionnaires du patrimoine et les enseignant·e·s, pour réussir à avoir une vision à moyen/long terme et pour la mise en place de chantiers plus ou moins lourds sur le campus.

La mise en place de telles solutions pourrait être menée en partie par des étudiant·e·s. Dans le cadre de cours sur les bâtiments, les étudiant·e·s pourront être sollicité·e·s et co-construire un diagnostic sur la situation énergétique de leur école, un projet d'équipements d'énergies renouvelables (panneaux solaires, géothermie, éolien) et/ou de végétalisation (gestion partagée des espaces verts...). Les projets pourront être liés à l'appel à projet réalisé par l'école pour des activités de recherches/études pour les projets de travaux 2020/2021 (toiture terrasses, végétalisation, infiltration des eaux de toitures dans les sols...).



Convention pour la Transition
des Etablissements du Supérieur



MARS 2022



Convention pour la Transition
des Etablissements du Supérieur

ACCELERER LA TRANSITION DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

LIVRE BLANC

ARTICLE 11

ARTICLE 2.11

Améliorer la gestion, la structure et la vie du campus pour promouvoir la santé et le bien-être de ses parties prenantes, à travers notamment la protection de la biodiversité, le lien social et l'ouverture sur le territoire.



SOMMAIRE

Sommaire	3
1. Diffuser les actions	7
AMELIORER LA GESTION DES DECHETS.....	8
1. Réduire la quantité des déchets	9
Sensibilisation	9
Supprimer les lieux d'usage de suremballages	9
2. Autres pistes pour réduire les déchets	12
Réflexion à mener sur la quantité de goodies	12
Imprimerie et utilisation du papier	12
Installation des fontaines a eau	13
Réduire les déchets dans l'alimentation	14
3. Reutiliser/mutualiser les offres et besoins	15
Mettre en place une ressourcerie	15
Réparer les équipements	16
Mettre en avant la seconde main pour les gros mobiliers	16
Faire la promotion des circuits-courts	17
Généralisation du système de prêt des matériels au sein des campus	17
4. Recycler	19
Améliorer le systeme	19
Bien choisir ses partenaires et entreprises de tri	20
Communiquer/informer de manière claire	20
Autres pistes	21
AMELIORER L'ALIMENTATION SUR LE CAMPUS	22
1. Développer les possibilités d'achat à proximité du campus	23
Epicerie associative et solidaire	23
Mettre en place le système de paniers bio pour les etudiant.e.s et le personnel	24
Mettre en place un lieu de vente des produits « non présentables », ainsi que des invendus, des maraîcher.e.s et producteur.rice.s. locaux proches du campus	24
Etablir une carte des lieux de restauration collective	25
Instaurer un prix libre	26
2.Gaspillage alimentaire	27
Invendus alimentaires	27
Anticiper la reduction du gaspillage alimentaire	28
Créer des bacs de tri de produits de consommation dans les lieux de restauration	28
Mettre en place une alimentation moins carnée et plus responsable	29
Affichage de l'empreinte carbone des repas	30
Favoriser la présence d'un cuisinier sur place et les services en buffet	30

3.Alimentation locale	32
Choisir consciemment ses fournisseurs et ses partenaires	32
Loi egalim	33
4.Alimentation plus responsable	34
Sensibilisation	34
5.Créer une dynamique collective avec le ru/crous/ et/ ou societe de restauration collective orienter des projets d’etude en faveur de la structuration du campus.....	36
FACILITER LA CRÉATION D’ESPACES DE RENCONTRE/D’ÉCHANGES.....	39
1.Création d’un espace dédié pour la cuisine et les repas	40
2.Apprendre à bien s’alimenter	41
Diffusion de recettes	41
3.Faciliter l’accès à des locaux ou lieux pour se retrouver	43
pour la vie associative	43
Pour des lieux fédérateurs	43
Permettre la multiplicité des usages dans un même lieu	43
4.Animer les lieux de rencontre	44
BIODIVERSITE.....	45
1.Valoriser et protéger la biodiversité du campus	46
Protéger la biodiversité du campus	47
Sans pesticides	48
Sentier biodiversité	48
Végétaliser le campus	49
2.Potager/jardin partagé	50
3.Compost	52
4.Autres	53
Récupérateur d’eaux de pluie	53
Ruches sur le campuS	53
Mettre en place des toilettes sèches sur le campus	54
RASSEMBLER LES INITIATIVES	55
Mettre en place des toilettes sèches sur le campus	56
REORGANISER LA MOBILITE AUTOUR DES CAMPUS.....	58
1.limiter les trajets domicile-travail avec des enseignements hybrides	59
2.Mobilités douces	60
Rendre les transports en commun ou alternatifs gratuits	60

Orienter les aides financières pour favoriser les mobilités douces	61
Faciliter le covoiturage	61
Communiquer sur l'ensemble des dispositifs pour la mobilité	62
Encourager et faciliter l'utilisation du vélo	63
Dissuader la voiture	64
Ouverture sur le monde	65
Sensibiliser : revoir la notion du temps lors du voyage/conception du voyage	66
Développer le réseau de correspondant.e.s	68
Valoriser le voyage autant que la destination	69
Bilan carbone des voyages	70
Une université en ligne	70

Il est important que les étudiant-e-s puissent évoluer dans un campus mettant en oeuvre une démarche responsable en termes de gestion environnementale (installation de zones de tri des déchets, économie d'énergie etc.), de politique sociale (lutte contre les discriminations, les VSS (Violences sexistes et sexuelles), promotion de l'égalité des chances, dispositifs en faveur de la promotion de la diversité, de l'égalité femme-homme etc.) afin que la transition socio-écologique puisse être expérimentée par les apprenant-e-s dans leur vie étudiante.

L'application et la gestion du campus devrait être en cohérence avec la formation des élèves.

1. DIFFUSER LES ACTIONS

Force de l'engagement : Faible Moyen Fort

Echéance de l'action : Court terme Moyen terme Long terme

Il est important d'échanger sur nos pratiques, pour mieux les généraliser, mais aussi pour profiter d'événements déjà existants dans d'autres établissements.

Des échanges inter campus/établissements (à toutes échelles) pourraient être organisés. Ces événements facilitent le partage des initiatives sur ce qui se fait dans les autres écoles, à travers des séminaires, des conférences ou tables rondes d'associations d'une école à l'autre. Les initiatives pourraient également être diffusées par le biais d'expositions dans les halls d'écoles, de conférences d'une école à l'autre.

Des ambassadeur·rice·s pourraient aller présenter des initiatives dans d'autres écoles.

Pour que ces temps soient accessibles à tous il serait possible de les intégrer aux tronc communs.

AMELIORER LA GESTION DES DECHETS



Il est important de sensibiliser tous les acteurs de l'enseignement supérieur au recyclage et à la réutilisation de matériel scolaire, afin d'inculquer de nouvelles habitudes de consommation aux étudiant-e-s durant leur temps de formation.

1. RÉDUIRE LA QUANTITÉ DES DECHETS

Le meilleur déchet c'est celui qu'on ne produit pas, il faut faire en sorte que cela ne soit plus une habitude, voire une possibilité, de générer des déchets (notamment des produits à usage unique ou des emballages) sur le campus.

SENSIBILISATION

Force de l'engagement : Faible Moyen Fort

Echéance de l'action : Court terme Moyen terme Long terme

Afin d'informer les membres des établissements du coût de leurs déchets, et des alternatives existantes, plusieurs mesures peuvent être mises en place :

- Formations zéro-déchet
- Fresque des déchets (green donut)
- Ateliers sensibilisation / fabrication zéro déchet lors de plusieurs temps forts de la vie de l'établissement : rentrée et intégration, semaine du développement durable, événements associatifs... La mise en place régulière permettra de sensibiliser plus largement et durablement les membres de l'établissement.
- Contribution étudiante (photo, vidéo, affiche) dans des projets d'école pour des idées de sensibilisation
- Expositions photo au sein des écoles pour sensibiliser

Au-delà de l'établissement, des associations comme Zero Waste France peuvent être un support pour la mise en place de ces mesures.

SUPPRIMER LES LIEUX D'USAGE DE SUREMBALLAGES

Force de l'engagement : Faible Moyen Fort

Echéance de l'action : Court terme Moyen terme Long terme

Les machines proposant boissons chaudes et nourriture sont l'une des sources de production importante de déchets au sein du campus. La suppression des distributeurs de nourriture, ainsi que le remplacement des machines à café à gobelet à usage unique par des machines à café qui détectent les mugs permettraient de réduire le volume de déchets quotidien au sein du campus.

Le contenu des distributeurs pourrait être remplacé par des produits plus sains, locaux et/ou biologiques et/ou issus du commerce équitable. Les distributeurs pourraient être remplacés

par des projets de cafétéria solidaire (présenté dans la mesure concernant les lieux de convivialité) en instaurant des politiques zéro déchets. Le problème resterait de porter et d'assurer la pérennisation d'un tel projet.

On pourrait aussi envisager la mise en place d'un système de consignes, en lien avec les machines ou les services de restauration de l'établissement.

Aussi, un partenariat avec les commerces d'alimentation à emporter à proximité des campus pourrait être établi, afin de favoriser le service en vrac plutôt que dans des contenants en plastique.

OBJECTIFS

Ne pas continuer à vendre des produits de mauvaise qualité qui ne correspondent pas aux valeurs de l'établissement (beaucoup d'emballages, "malbouffe"...), et réduire l'impact de la consommation de ses produits sur la santé et l'environnement.

Faire évoluer l'offre alimentaire des distributeurs pour construire de nouvelles habitudes par le produit proposé. Par exemple, limiter la proposition de sodas servis dans des bouteilles plastiques et favoriser des produits locaux et/ou bio et/ou issus du commerce équitable.

ACTEURS

Dans un premier temps, les propriétaires de ces machines (possiblement le CROUS) sont des acteurs nécessaires à inclure dans la mise en place de la mesure. Une négociation ou une modification du contrat sera sûrement nécessaire.

Les entreprises des distributeurs peuvent voir leur contrat évoluer pour remplacer les produits actuels par des boissons (café, jus de fruit, etc.) et de la nourriture (fruits, viennoiseries etc.) locaux et/ou bio et/ou issus du commerce équitable. Des

associations et/ou des producteurs locaux pourraient être consultés et engagés pour fournir des « snacks », en privilégiant le vrac et la qualité des produits.

Le CROUS, dans son offre alimentaire, pourrait intégrer des propositions avec ou sans contenant pour leurs produits vendus

Les élèves en charge de la cafétéria, ainsi que l'administration, auront un rôle important dans l'acte de suppression des distributeurs standards et par la mise en place d'alternatives.

Un service civique dédié au DD&RS peut être envisagé pour coordonner et pérenniser ces mesures.

RESSOURCES

Si la consommation zéro déchet se popularise, il est nécessaire de garantir son utilisation par chacun-e. Pour cela, un ecocup pourrait être proposé aux étudiant-e-s et aux corps enseignant et académique. Une extension de ce besoin d'équipement serait de préparer des kits de rentrée zéro déchet pour appliquer des solutions contre l'usage unique (*voir dans autres solutions*).

Afin d'encourager le zéro déchet, on peut proposer une tarification incitative pour

les boissons. Si l'on apporte son contenant, le prix se verra diminuer. De même, le CROUS pourra envisager de distinguer le prix des repas avec ou sans contenant.

Pour diffuser ces bonnes pratiques, une campagne autour de la vente/distribution d'écocups sera nécessaire. Les associations peuvent alors être mises à contribution dans la communication. Cette mesure peut également être mise en place par les CROUS

Démarcher les commerçants pour lister ceux qui sont d'accord pour servir dans des contenants personnels.

Retirer les bouteilles d'eau en plastique distribuées systématiquement lors des séminaires.

Lancer un appel à projet étudiant (thème : agroalimentaire / entrepreneuriat) pour mettre en place une structure de gestion coordonnée et responsable des repas festifs.

INDICATEURS

Il sera aussi difficile d'évaluer l'impact de ce changement dû à l'accessibilité restreinte aux données du CROUS sur leur déchets et l'utilisation de ses machines.

LIMITES

Il y a deux manières de voir la mise en place de ces mesures : des mesures sont faites pour contraindre les utilisateur·rice·s (par la

suppression de l'offre), d'autres sont plus dans l'incitation.

Si une alternative à prix équivalent ne pouvait être proposée, dans des cafétérias étudiantes par exemple, ou pour la mise en place des distributeurs de produits plus sains, cela poserait un problème de cohérence avec l'accessibilité. Il y a aussi le risque que des personnes se détournent vers d'autres moyens de se procurer les produits qui leur plaisent sans chercher à comprendre pourquoi ils ne sont plus proposés. Pour éviter cela, la sensibilisation est nécessaire.

La mise en place des consignes et des utilisations multiples posent plus de contraintes au niveau sanitaire. Dans le cadre des partenariats, certains commerçants refusent de servir dans des contenants personnels pour des contraintes d'hygiène. Si l'on opte pour des couverts réutilisables ou des consignes, cela demande aussi plus d'entretien et de personnel pour gérer ce système.

Dans un souci de cohérence, il faudrait aussi anticiper l'utilisation des anciennes machines et distributeurs qui seront sûrement encore en état de fonctionnement.

OPÉRABILITÉ

Mise en place d'alternatives zéro déchet sous quelques mois, tandis que les partenariats et nouveaux contrats pourraient être plus long à mettre en place (moyen terme)

Alternative aux distributeurs

Mise en place de frigidaires où des restaurateurs locaux pourraient proposer des repas à la vente dans des bocaux ou récipients réutilisables consignés, paiement avec la carte Izly.

Cela fait travailler des restaurateurs locaux, diversifie encore une fois l'offre de repas et peut fonctionner avec les cartes bancaires.

Existe déjà dans des start-up. Exemple de prestataires: Melchior.com

2. AUTRES PISTES POUR RÉDUIRE LES DÉCHETS

Force de l'engagement : Faible Moyen Fort

Echéance de l'action : Court terme Moyen terme Long terme

Mise à niveau méthodologique des enseignant·e·s de l'établissement pour qu'ils puissent s'emparer du sujet de la transition socio-écologique au sein de leur discipline.

RÉFLEXION À MENER SUR LA QUANTITÉ DE GOODIES

Réflexion sur la nécessité et la pertinence de distribuer des goodies à chaque événement étudiant ou festif, proposer des alternatives pour réduire l'impact environnemental des événements (produits distribués souvent en plastique / textiles dont la fabrication est polluante, qui génèrent des déchets et sont souvent peu ou pas utilisés). Par la même occasion, ce questionnement pourrait réduire le coût des événements. Il serait intéressant d'enquêter auprès des étudiant·e·s pour savoir s'ils seraient d'accord pour renoncer aux goodies.

L'origine et le devenir des objets consommés (tee-shirts, écocups...) pourraient être communiqués pour questionner les achats. En faire la communication lors de la SEDD (Semaine Européenne du développement durable).

Pour éviter le surplus, on pourrait faire remplir un formulaire de commande à l'avance. Planifier la distribution de goodies sur l'année pour raisonner le nombre d'objets. Système de consigne pour les écocups plutôt que d'en commander à chaque événement. Des alternatives au goodies serait d'imposer un goodie unique / symbolique.

IMPRIMERIE ET UTILISATION DU PAPIER

Utilisation du papier/imprimerie

Généraliser l'utilisation de papier recyclé pour les impressions. Opter pour des fournisseurs d'encres plus respectueuses de l'environnement

Imprimer les photocopiés de cours à la demande des élèves uniquement et s'assurer de leur mise à disposition actualisés sous format numérique. Il faut toutefois considérer la pollution numérique engendrée (préférer le partage au format pdf par exemple). Si les cours sont dans tous les cas en ligne ce système peut-être pertinent, mais s'il nécessite d'imposer la mise des cours en ligne la question pourrait se poser.

Carte étudiante avec nombre d'impressions limitées, papier recyclé, tuto utilisation de l'imprimante, paramètres fixes de l'imprimante (recto-verso, noir et blanc), mettre à disposition des brouillons de feuilles utilisées recto

Gaspillage de papier (examen)

L'objectif est de réduire la consommation de papier pour éviter un surplus inutile. Durant les examens, les sujets pourraient être projetés plutôt que distribués, le surveillant pourrait inclure dans le rappel des consignes quelques mots sur le gaspillage papier et rappeler l'existence de poubelles de tri. En effet, on ne peut pas limiter la distribution de brouillon aux étudiant·e·s, il faut pouvoir compter (ou non) sur leur responsabilité.

Il faudrait questionner le service chargé des finances pour revoir la commande de papier d'examen et ainsi passer au papier recyclé.

INSTALLATION DES FONTAINES A EAU

L'installation de fontaines à eau (à pédales pour des questions d'hygiène) avec rince verres/contenants consignables ou réutilisables/distributeurs, détecteur de mug permettrait de réduire la production de déchets. En parallèle, la vente de bouteilles d'eau ou de gobelets en plastique pourrait être interdite, grâce à la mise en place d'une alternative.

Fontaine à eau

Mise à disposition de fontaines en accès libre, offrant de l'eau fraîche (sous réserve d'amener son contenant) pour permettre l'accès gratuit et pratique à l'eau du robinet, menant à l'arrêt de la distribution et de la vente d'eau embouteillée dans les universités (restaurants universitaires, distributeurs...). Les fontaines à pédales seraient à privilégier pour des questions d'hygiène.

Le développement des fontaines à eau pourrait aussi s'ancrer dans le cadre de la Labellisation Université bleue¹ et s'étendre par le financement d'au moins un événement d'éducation pour les étudiant·e·s (exemple : avec maître de conférence pour transmettre les connaissances)

En amont, un questionnaire pourrait être diffusé aux membres de l'établissement afin d'obtenir un panel représentatif de la population favorable à l'obtention du label. Afin de présenter aux membres l'intérêt de cette mesure, prévoir l'écriture d'un plaidoyer qui reprend les notions du

¹ [Label Université Bleue](#)

droit humain à l'eau, de la responsabilité sociétale. Il sera agrémenter des chiffres-clés, infographies recueillis grâce au sondage. Ce travail permettra de convaincre les universités « réticentes ».

Projet pérenne : un représentant de l'ONU se tient régulièrement informé des avancées.

But : extension de label à l'international, donc reconnaissance à l'international des universités qui l'auront.

Interdire l'utilisation de gobelet à usage unique

Remplacer totalement les gobelets à usage unique par des ecocup ou autres contenants réutilisables. Inscrire cette mesure dans le règlement intérieur de l'école pour qu'elle prenne effectivement effet.

Il faudra donc s'assurer que chacun puisse disposer d'une ecocup.

Les ecocup sont déjà présentes en tant que goodies à de nombreux événements, généraliser son utilisation pour remplacer les gobelets à usage unique ne doit pas être contre-productif en faisant des distributions beaucoup trop nombreuses des ecocup (dont l'usage est quasi unique si des nouvelles sont créées à chaque événement).

REDUIRE LES DÉCHETS DANS L'ALIMENTATION

Alimentation Zéro Déchets

Avec la pandémie les restaurants universitaires se sont adaptés en proposant des formules à emporter mais elles sont génératrices d'énormément de déchets plastiques et cartons. De plus, les déchets organiques sont très souvent jetés dans le tout venant, il faut créer la systématisation du compostage dans les RU. Une consigne pour des contenants en verre pourrait être instaurée et mise en avant.

Alors, on pourrait demander aux services de restauration (notamment le CROUS) de :

- permettre l'utilisation de contenant personnels
- Inclure des plateaux à compartiment afin de réduire la vaisselle et ainsi l'utilisation d'eau pour le nettoyage
- Interdire les sachets (sel/poivre/moutarde)
- Interdire l'utilisation d'emballages non-biodégradables au sein des CROUS et cafétérias universitaires (pas seulement les couverts et gobelets, emballages alimentaires aussi)
- la suppression des assiettes de présentation des repas du jour qui seront systématiquement jetées

On peut faire un système de réduction de tarifs sur le prochain repas pour le retour d'un certain nombre de contenants. Il reste à savoir ce qui va être fait de ces contenants, comme ils sont en plastique il ne sont peut-être pas réutilisables dans la restauration.

Une indication claire des services de restauration qui mettent ce système en place peut d'une part encourager à les visiter, et d'autre part observer l'effet de cette mesure sur la fréquentation du service.

La mise en place des mesures doit s'accompagner d'une sensibilisation des acteurs de la restauration locale à l'acceptation des contenants : tupperware, mug, etc.

3. REUTILISER/MUTUALISER LES OFFRES ET BESOINS

METTRE EN PLACE UNE RESSOURCERIE

Force de l'engagement : Faible Moyen Fort

Echéance de l'action : Court terme Moyen terme Long terme

La quantité de déchets produite chaque année en France est de 4,6 tonnes par habitant (source : ADEME)

Il s'agit de tirer parti de la proximité géographique entre les étudiant.e.s pour donner une seconde vie à certains objets, d'autant plus que les étudiant.e.s ont de petits budgets et sont amenés à déménager fréquemment

Créer une ressourcerie de type Repair Café

Mise en place de journées régulières de troc, brocante, vide-dressing .Ainsi favoriser des échanges entres étudiant.e-s, à coût dérisoire, et promouvoir la seconde main

Créer un club étudiant de remise état de certains mobiliers, sorte de "recyclerie" solidaire. Les bénéfiques pourraient alimenter le budget d'actions en faveur de l'environnement si cela est possible du point de vue des statuts

OBJECTIFS

Permet aussi de s'adapter aux budgets étudiant.e-s

Promouvoir le réflexe de la seconde main. Réduire la consommation de neuf, la surconsommation, et la mise à la poubelle de produits encore utilisables.

Trouver un partenaire pour organiser un vide dressing régulier au sein de l'école et mettre en place un système de prêt simple à disposition de tous les membres de l'école

Prise de contact avec des associations (Emmaus) et entreprises pour organiser un point de collecte et de redistribution sur les campus

ACTEURS

Partenariats inter-associations du campus pour élargir le champ d'action et compétences en termes d'organisation, de communications et d'engagements.

La Direction pourrait aussi avoir le rôle de l'organisation de journées pour le trocs.

Des emplois étudiants pourraient être créés pour faire fonctionner la recyclerie.

Le pôle environnement de l'établissement, pour renouveler les emplois

étudiants et les partenariats avec les entreprises ou associations.

RESSOURCES

Il faudrait coupler cela avec une très bonne communication auprès des étudiant-e-s pour promouvoir les dons d'objets et les informer des collectes de déchets spéciaux sur le campus.

Trouver un local (permanent) pour stocker les objets, y mettre des points de collecte de déchets et organiser les distributions de biens.

Monter une ressourcerie pour stocker, préparer, remettre en état si nécessaire et proposer les objets durant toute l'année et créer un espace social, tiers-lieu.

Favoriser les échanges inter-école pour avoir un marché suffisamment grand

Ouvrir les dons au public (habitants qui vivent autour du campus)

Placer le vide grenier dans un endroit visible et favorisant le passage

INDICATEURS

Nombre d'objets échangés/stockés; nombre de visiteurs; nombre de vide greniers organisés.

OPÉRABILITÉ

Commencer par un vide grenier pour jauger de l'intérêt et des besoins d'espaces pour une possible ressourcerie.

Les journées trocs peuvent être rapidement mises en place.

Mise en place possible sur une année pour le vide-dressing et 2 ans pour une réelle ressourcerie.

REPARER LES EQUIPEMENTS

Journée pour la réparation d'équipement

Nous pourrions faire appel à une entreprise qui répare les produits défectueux une fois par mois ou par semaine

Une entreprise partenaire et toutes les parties prenantes de l'enseignement supérieur

METTRE EN AVANT LA SECONDE MAIN POUR LES GROS MOBILIERS

Mettre en place un centre de collecte afin que les étudiant-e-s partant de la résidence puissent déposer le **matériel électroménager** et le **meuble** qu'ils ne prendront pas avec eux afin de les mettre à disposition des étudiant-e-s encore présent-e-s.

Veiller à ce que le matériel donné soit en bon état si on veut le donner ensuite inciter les étudiant-e-s à utiliser des filières D3E pour recycler les appareils

Aider les étudiant-e-s à acquérir du mobilier pour leur logement

Favoriser le troc, la recyclabilité et le recyclage des produits ménagers notamment dits "non recyclables" par les circuits habituels de traitement de déchets (meubles, équipements numériques, produits sanitaires, équipements divers, ...) sur les campus.

FAIRE LA PROMOTION DES CIRCUITS-COURTS

Inciter à la seconde main avec une bonne communication sur les outils dont disposent les étudiant.e.s, que se soit sur des moyens en interne ou non de l'établissement.

Création d'un groupe Facebook permettant de poster des textiles par exemple qui ont vocation à être vendu en premier lieu aux étudiant.e.s pour favoriser les circuits-courts.

Organisation d'événements, en collaboration avec l'établissement, comme des vides-grenier, réguliers ou non, accessibles aux étudiant.e.s, personnel et administration

GENERALISATION DU SYSTÈME DE PRÊT DES MATÉRIELS AU SEIN DES CAMPUS

Force de l'engagement : Faible Moyen Fort

Echéance de l'action : Court terme Moyen terme Long terme

Mutualiser les équipements

Cette solution permettra d'éviter la production et l'utilisation de matériel pas nécessairement à propriété individuelle.

Évaluer les équipements utilisés par le personnel, et/ou les étudiant.e.s notamment pour créer un espace de mutualisation des équipements.

Il faudra réfléchir au lieu de mise en place de cet espace de mutualisation et appréhender la quantité de matériel à mutualiser.

Le suivi sera effectué par le service vie étudiante/ vie sur le campus. Géré par l'institut, le corps professoral responsable des projets et les étudiant.e.s

Faire un meilleur suivi des différents éléments prêtés dans la réalisation de projets et essayer de les réemployer dès que possible afin d'éviter qu'ils prennent la poussière dans un coin.

Donner les éléments informatiques non utilisés à d'autres institutions qui pourraient en avoir besoin (écoles primaires et autres) et les mettre à la disposition du FabLab

Il faut un engagement déterminé de la part de tout le monde et trouver des personnes prêtes à récupérer ces éléments (réutilisation dans un parcours low tech?)

Respect de la procédure imposé au service publique en matière de don (à surveiller/appliquer sur l'ensemble du process)

Identifier des référent.e-s au sein de chaque structure

Sous forme d'une application permettre des dons :

- Entre les services
- Entre les usager.es

Type de don :

- Matériel informatique
- Appareil de laboratoire
- Mobilier

Limites :

Traçabilité sanitaire (exposition à des composés chimiques) et comptable du matériel
Coût de maintien/administration de la plateforme

4. RECYCLER

AMELIORER LE SYSTEME

Force de l'engagement : Faible Moyen Fort

Echéance de l'action : Court terme Moyen terme Long terme

Système de tri

Développer le traitement des déchets « spéciaux » (toners d'imprimante, plastiques, canettes, bouteilles, feutres, stylos, etc). Le placement et le nombre de zones de tri devraient être accessibles et facilement visibles. Ainsi il pourrait être important de mettre en place des poubelles de tri dans les classes. Et non uniquement dans les espaces communs.

Un diagnostic des flux entrants/sortants des déchets au sein des établissements serait un moyen de sensibiliser sur la quantité de déchets.

OBJECTIFS

Faciliter le tri des déchets et donc permettre un meilleur tri.

poubelles et procéder à la récupération des déchets.

Comme toute installation ou achat, l'administration aura son accord à donner et pourra soutenir des projets de restructuration des espaces de tris.

ACTEURS

Dans les établissements ce service de tri peut être géré par des Agent DHSE ou d'autres services. Le pôle développement soutenable de l'établissement, ainsi que des personnes dédiées au niveau des composantes pour en assurer le relais.

La mise en place et le suivi des mesures pourrait être géré par des associations étudiantes présentes dans les campus, par un référent tri, ou un groupe de travail mettant en jeu des parties prenantes notamment de la transition de campus.

Un accord pourrait être établi avec des entreprises de recyclage, pouvant fournir les

Les étudiant-e-s peuvent être acteurs de la demande et débloquer des budgets pour des besoins précis ou des manques sur certains espaces.

RESSOURCES

Il faudrait identifier clairement les modalités de tri dans les différentes villes au moment de réorganiser le système de tri.

Il faudrait aussi s'assurer des modalités de tri auprès du CROUS, et évaluer si celles-ci sont en adéquation avec celle de la ville.

Un recensement des lieux où le besoin est le plus important pourrait être fait. Pour

mettre en place des points de collecte pour les piles, batteries et ampoules.

INDICATEURS

Statistiques volumes de recyclage:
mesurer, peser

L'entreprise de recyclage pourrait faire un retour si le tri est bien fait ou non.

LIMITES

Le CROUS s'occupe de la gestion du tri, leur système de tri est similaire sur tous les campus, au sein d'un établissement. Il y a donc peu d'adaptabilité aux besoins et contraintes des différents sites.

Il faut être prévoyant sur les erreurs de tri pour ne pas créer simplement l'illusion du tri en amont, et le retour à une benne classique en aval.

BIEN CHOISIR SES PARTENAIRES ET ENTREPRISES DE TRI

S'assurer du bon recyclage des déchets, employer une entreprise engagée socialement (ELISE) pour collecter les déchets.

Prendre contact avec les différents intermédiaires de la chaîne du tri, soit une société entièrement transparente sur les étapes du recyclage

Soit contact direct de différentes entreprises qui recyclent les matériaux: papiers, cartons, plastique, matériel numérique, etc... Cela requiert peut-être plus d'organisation mais peut-être moins de dépenses budgétaires

<https://www.paprec.com/fr/solutions/collectivites/solutions-paprec-pour-les-collectivites/tri-de-la-collecte-selective/>

COMMUNIQUER/INFORMER DE MANIÈRE CLAIRE

La signalétique:

De nombreux systèmes de collecte existent déjà mais sont parfois méconnus. Il est nécessaire de mettre en place une meilleure information, et signalétique et de rendre les infrastructures de tri plus visibles. (par exemple : mettre sur chaque poubelle tout-venant un petit panneau indiquant la direction et la distance d'une poubelle de tri, d'un cendrier, etc.)

Il est important que cette signalétique soit harmonisée dans l'ensemble du campus.

Guide de bonnes pratique en début d'année

Modifier la plaquette de rentrée afin que les étudiant-e-s soient mis au courant des solutions de recyclage disponibles sur le campus, et inclure un guide de bonnes pratiques (ADEME) qu'ils peuvent mettre en application au sein de l'école

Transparence du système de tri

Communication sur les flux de déchets dans l'établissement, selon les types. Il faudrait que ces données soient totalement transparentes et accessibles à tous.

AUTRES PISTES

Pollution des mégots

Mettre en place un cendrier ludique pour mieux pouvoir recycler les mégots (vote, sensibilisation à la pollution des eaux en associant la quantité de mégots à une jauge de pollution). Se mettre en lien avec une entreprise de recyclage de mégots qui les récupérerait.

Ils pourraient être mis en place par des associations étudiantes, en lien avec le service logistique de proximité.

Le problème du campus "sans-fumeur" : on ne peut pas mettre le cendrier sur le campus. Mais peut-être devant avec l'accord de la mairie.

Recycler et assurer un deuxième usage aux équipements numériques.

Il serait aussi important de mettre en place un réel recyclage des équipements numériques utilisés dans les établissements. En assurant la collecte des ordinateurs qui ne fonctionnent plus, en leur offrant une seconde vie. On pourrait aussi envisager un atelier de numérique reconditionné à destination des étudiant-e-s.

Ce recyclage pourrait être mis en place avec des partenariats avec des points de collecte DEEE (déchets d'équipements électrique et électronique)

Un suivi pourrait être mené par des Etat des lieux du parc numérique de l'université et la vérification que les composants sont bien envoyés aux associations responsables du recyclage de ces appareils numériques.

Mise en place de Cleanwalks

Ces clean walks seraient soutenues par l'Administration et les Associations Étudiantes.

AMELIORER L'ALIMENTATION SUR LE CAMPUS



1. DEVELOPPER LES POSSIBILITÉS D'ACHAT À PROXIMITÉ DU CAMPUS

ÉPICERIE ASSOCIATIVE ET SOLIDAIRE

Force de l'engagement : Faible Moyen Fort

Ouvrir une épicerie sur le campus, un peu sur le modèle des AGORAé (espaces d'échanges et de solidarité qui se composent d'un lieu de vie ouvert à tou-te-s et d'une épicerie solidaire), en favorisant ici les producteurs locaux

Encourager l'ouverture et la maintenance d'épiceries solidaires offrant des repas à prix réduit, et les lier au CROUS des campus pour y distribuer les invendus

Dans le même état d'esprit, on pourrait mettre en place un frigo solidaire (avec partage responsabilité gestion)

OBJECTIFS

Offrir un espace de vie et de solidarité
Offrir l'accès à une alimentation saine et durable sur le campus
Synergie avec l'épicerie solidaire, garantissant l'accessibilité des prix

RESSOURCES

Trouver un local dédié au stockage et à la distribution des denrées alimentaires.
Débloquer des financements auprès des établissements.

ACTEURS

Elus centraux, DEVE, VP CFVU
Associations étudiantes
Certains producteurs locaux peuvent devenir mécènes de l'épicerie.
CROUS si vente d'invendus

INDICATEURS

Retour d'expérience : combien d'étudiant-e-s ont pu en bénéficier de l'épicerie par rapport à la demande et à l'offre de produits ? Le but : revoir le fonctionnement et le budget et réajuster l'offre.

METTRE EN PLACE LE SYSTÈME DE PANIERS BIO POUR LES ETUDIANT.E.S ET LE PERSONNEL

Proposer en association avec les offres (de préférence locales) autour du campus (biocoop, fermes, ...) des paniers bio pour tout le monde sur le campus et communiquer à ce sujet

Géré par l'institut, les étudiant-e-s et les responsables développement durable du campus en partenariat avec les fournisseurs

METTRE EN PLACE UN LIEU DE VENTE DES PRODUITS « NON PRÉSENTABLES », AINSI QUE DES INVENDUS, DES MARÂCHER.E.S ET PRODUCTEUR.RICE.S. LOCAUX PROCHES DU CAMPUS

Force de l'engagement : Faible Moyen Fort

Mise en place d'un drive fermier qui nous livre des paniers de légumes et fruits locaux, ce dépôt peut être ouvert aux personnes extérieures ce qui permet aussi une ouverture de l'établissement, en gardant la priorité aux étudiant.e.s. Une priorisation en fonction des revenus par exemple peut aussi être envisagée.

Mise en place d'un stand de marché: Offrir, aux marâcher.ère.s/producteur.trice.s locaux, un espace sur le campus leurs permettant de venir vendre leurs invendus et/ou leurs produits "non présentables" après leur marché (ie. ils vont au marché comme d'habitude puis ils se déplacent au campus pour vendre leurs invendus/produits "non présentables").

En profiter pour promouvoir les activités au jardin/potager

OBJECTIFS

De nombreux produits considérés comme inesthétiques ne sont pas commercialisés et engendrent de nombreuses pertes pour les marâcher.ère-s et producteur.trice-s locaux. Il est essentiel de repenser la perte de ces aliments, tout à fait comestibles, en trouvant un moyen de les insérer dans le système de consommation.

En plus d'éviter le gaspillage alimentaire et permettre aux producteur.trices locaux de la région d'avoir des débouchés autres, cette solution offrirait aux acteurs du

campus un accès, à prix réduit, à des produits locaux/bio.

Aussi, la mise en place de cet espace constituerait un moyen intéressant d'orienter les choix alimentaires des acteurs du campus et écarter des arguments liés au manque de temps (possibilité de faire ses courses directement sur le campus), ou encore liés à l'aspect financier (prix réduits)

ACTEURS

Chargé-e de mission

Besoin d'un-e coordinateur-trice- RSE non étudiant-e sur le projet.

Il faudrait faire circuler une enquête d'informations auprès des divers acteurs du campus pour s'assurer des attentes de ces derniers (quant à leur mode de consommation, leurs choix alimentaires, etc.)

Il est aussi nécessaire de prendre contact avec la mairie (de Saint-Martin-d'Hères) pour faire circuler un sondage auprès des maraîcher.ère.s et des producteur-trice-s afin de bien comprendre leurs attentes.

RESSOURCES

Dans le cas où un stand sera mis en place : discuter de l'organisation, de la mise en place et du nettoyage des stands (création d'une infrastructure ou non?) Analyser les besoins en termes de volume.

Dans le cas où des associations étudiantes font l'intermédiaire entre le-a maraîcher-ère et l'établissement :

Récupérer au(x) marché(s) les invendus/produits "non présentables" afin de les revendre à prix réduit aux divers acteurs du campus.

Dans l'idéal, il faudrait réfléchir à la création d'une infrastructure (réfléchir aux matériaux, au budget), au sein du campus, dédiée à cette vente.

INDICATEURS

Afin de vérifier la bonne mise en place de notre projet, il faudra mesurer la proportion de pertes (alimentaires et financières) à la fin de cette initiative.

OPERABILITÉ

Le travail d'enquête d'information peut se dérouler dès le premier semestre de la rentrée 2022.

Puis, la mise en place peut se réaliser au cours du 2nd semestre de l'année 2022-2023. Donc, approximativement 1 an.

ETABLIR UNE CARTE DES LIEUX DE RESTAURATION COLLECTIVE

Établir une carte des lieux de restauration collective à moins de 10 minutes du campus.

Projet à court terme, le listing est rapide à mettre en place, puis les partenariats pourraient se construire au fur et à mesure.

Le but est de monter des partenariats avec les entreprises locales qui ont une restauration collective afin qu'elles acceptent les étudiant-e-s et le personnel. Cela permettra à tout le monde de profiter de repas complets et plus équilibrés que l'offre privée faite autour du campus (kebab, fast food...) et moins générateur de déchets (emballages).

Tarifs des repas qui peuvent être dissuasifs. Manque de temps si le lieu est un peu plus éloigné. Adapter les emplois du temps des étudiant-e-s pour leur permettre d'avoir le temps d'aller sur ces lieux.

INSTAURER UN PRIX LIBRE

Pour des installations et services alimentaires pour lesquelles c'est possible. Proposer un prix minimal et proposer la possibilité de donner plus en fonction du produit proposé et des moyens de chacun.

En parallèle, mettre un place un sondage, pour avoir une idée du prix que les étudiant·e·s sont prêt·e·s à payer et ajuster ensuite lors de la vente de repas sur le campus

2. GASPILLAGE ALIMENTAIRE

INVENDUS ALIMENTAIRES

Relancer le débat sur les possibilités techniques et légales de proposer gratuitement les invendus périssables des services de restauration aux étudiants·e·s, pour lutter contre le gaspillage et la précarité alimentaire

Mise à disposition des invendus et des restes aux étudiant·e·s et personnels des campus, et information en temps réel sur une page du site de l'établissement par exemple.

Ou revente des invendus

OBJECTIFS

Même si de nombreux gestes sont déjà adoptés par les équipes et les bénéficiaires pour réduire le gaspillage dans la restauration scolaire, un système de dons type "too good to go" pourrait être mis en place pour partager les denrées périssables

Limiter le gaspillage alimentaire tout en permettant à ceux qui en ont besoin d'avoir de la nourriture à petit prix. Généraliser la vente des invendus chaque soir.

ACTEURS

Étudiant·e·s bénévoles ou bien un·e employé·e du CROUS

Crous

Faire appel aux Étudiants engagés /
Emploi étudiants / Service Civique

RESSOURCES

Savoir ce que fait le CROUS aujourd'hui des invendus pour envisager la meilleure

solution, et déterminer la marge de manœuvre du CROUS.

INDICATEURS

Calcul de réduction des déchets avec la quantité de plats distribués. Réaliser des pesées de plateau en fin de repas pour mieux estimer/quantifier le gaspillage sur le plat principal

MISE EN PLACE

Le CROUS met en place une offre anti-gaspi (déjà en place à Montpellier) où les invendus sont revendus le soir à un prix divisé par deux. En cas de surplus, un compost pourra être construit.

Faire appel à une entreprise ou une association existante qui viendrait récupérer les invendus le soir (possibilité alors de grouper les invendus du CROUS avec les « restes » du frigo solidaire) MAIS obligation de faire un inventaire des produits et des quantités gaspillées.

Si la redistribution se fait en interne, on pourrait envisager la création d'une association étudiante pour ça. Sur le même principe que

too good to go, une application pourrait être mise en place.

Si l'action est couplée avec le frigo solidaire, demande une organisation importante et une implication étudiante.

LIMITES

ANTICIPER LA REDUCTION DU GASPILLAGE ALIMENTAIRE

Enquête auprès des étudiant·e·s sur le thème de l'alimentation sur le campus. Mise en place d'une application visant à réserver son repas au RU afin de mieux anticiper le nombre de repas à préparer.

Organisation / configuration du restaurant universitaire (ordre des plats)

Taille des contenants alimentaires à moduler (plusieurs tailles)

Très contraignant pour le personnel de restauration, pas forcément possible de personnaliser les portions

Inciter les étudiant·e·s à venir avec un contenant pour remporter ce qu'ils n'ont pas mangé. Changer la disposition du service (plat principal avant les entrées et le pain pour mieux structurer son menu) et afficher le menu à l'entrée de la cantine

Limiter le gaspillage alimentaire. Les élèves ayant peu faim ne se sentent pas obligés de prendre l'ensemble de la formule du resto U sous prétexte qu'ils ont payé le prix pour. Établir des prix individuels pour les plats, entrées, desserts...

Mettre en place un prix au poids pour limiter le gaspillage. Cependant cela porte un problème d'équité.

CRÉER DES BAGS DE TRI DE PRODUITS DE CONSOMMATION DANS LES LIEUX DE RESTAURATION

- un pour les produits céréaliers (possibilité de les donner à un éleveur ou de les valoriser en faisant des puddings)
- un pour les produits et déchets carnés (possibilité de les donner à un éleveur d'animaux carnivores, à un zoo)
- un autre pour les produits végétaux (compost du campus, pour le jardin partagé ou les serres de l'Université)
- un pour les déchets papiers (les remettre à une usine qui les recycle ou les brûle ou les utilise dans une chaufferie du campus. Mais pas dans le compost à cause des traitements les blanchissant)
- un pour le verre (fournir un artiste travaillant les produits recyclés proche du campus ou approvisionner une usine de recyclage)

METTRE EN PLACE UNE ALIMENTATION MOINS CARNÉE ET PLUS RESPONSABLE

Proposer une offre réellement complète et équilibrée pour des repas végétariens, et pas seulement un repas sans viande.

Introduction de repas végétariens en améliorant l'offre de plats à base de légumes / légumineuses . Avoir une offre végétarienne quotidiennement.

- Viande rouge proposée 1 jour par semaine; réduction de viande de porc, poisson et volaille; favoriser oeuf, fromage, produits végétaliens, (et à la limite poulet)
- Former les cuisiniers du CROUS aux menus végétariens.
- Ces diverses actions permettraient de modifier plus profondément, et donc plus durablement, les choix alimentaires, le mode de consommation des divers acteur.trice.s du campus.

OBJECTIFS

Inviter les acteurs de l'université à se questionner sur la consommation de viande et la manière de s'alimenter. Leur proposer une alternative plus respectueuse de l'environnement.

ACTEURS

Lorsque le restaurant est géré en contrat avec une entreprise il faudrait alors pouvoir négocier avec elle un menu unique et végétarien le jour choisi. La mise en place de cette politique pourra faire appel à un-e Chargé-e de mission dans le service CROUS.

Les acteurs seront donc les prestataires de restauration collective (Crous)

Pour faire bouger les choses (prestataires et CROUS) : S'appuyer sur le nombre de personnes concernées et leur motivation (résultat d'une enquête auprès des étudiants notamment) pour influencer le Crous, et se coordonner avec d'autres universités afin de dialoguer au nom de

plusieurs établissements et ainsi donner plus de poids aux demandes. Les représentants des étudiants élus qui siègent au CA du CROUS auront leur rôle à jouer.

RESSOURCES

Recruter une diététicienne pour élaborer les repas.

Il faudrait communiquer en amont la mise en place du menu, expliquer dans quel but ce menu est proposé.

Pour rendre le menu végétarien accessible et attractif, ce menu pourrait être moins cher que les autres.

Indiquer la provenance de la viande / les conditions d'élevage et d'abattage / l'impact environnemental

Demande des étudiants (enquête, formulation d'un cahier des charges à l'attention du Crous)

INDICATEURS

Indiquer le bilan carbone du menu, puis calculer le bilan carbone en fonction des repas demandés.

LIMITES

Risque que les étudiants se tournent vers d'autres moyens de restauration. Comment ne pas imposer cette démarche aux étudiants? Par quelle communication faire comprendre l'action pour qu'elle ne soit pas vécue comme un forçage ?

Possibles blocages au niveau des prestataires (pas de lien entre l'administration de l'école et le CROUS), manque de moyens.

Il y a une inertie importante des usagers à changer leurs comportements alimentaires. Pour pallier ça et essayer d'accélérer ce processus, la sensibilisation à cette problématique serait importante.

SENSIBILISATION

Sensibilisation / communication : donner envie de consommer moins de viande (rendre attrayants les plats végétariens, convaincre que la viande n'est pas le centre du repas)

Proposer des "challenges" sans viande sur de courtes périodes pour tester le végétarisme de manière ludique

AFFICHAGE DE L'EMPREINTE CARBONE DES REPAS

Obligation légale à l'échelle nationale ou européenne de faire figurer cette donnée pour tous les achats, notamment alimentaires en priorité

Mettre en place un affichage carbone des repas servis au point de restauration collective
-Exiger ou encourager les fournisseurs à faire figurer cette donnée

- La plupart des fournisseurs alimentaires ne font très probablement pas figurer cette donnée. Il sera donc difficile de centraliser l'empreinte de chaque aliment puis menu

FAVORISER LA PRÉSENCE D'UN CUISINIER SUR PLACE ET LES SERVICES EN BUFFET

Installer une cuisine et embaucher un ou des cuisiniers pour faire des repas directement sur place et ainsi réduire la consommation de produits non locaux et de plats préparés pour privilégier des repas plus sains et contenant moins de conservateurs.

Chaque établissement doit réfléchir sur sa capacité financière de réaliser un tel aménagement, et si ses étudiants seraient intéressés par la possibilité de manger sur place pour les établissements n'ayant aucun lieu de restauration

Cette solution comporte des limites pour les établissements n'ayant pas d'espace restauration, qui auront du mal à mettre cette solution en place puisqu'ils partent de « zéro ». Même pour les autres établissements, de gros aménagements sont nécessaires et des contraintes financières importantes sont à envisager

- Si l'établissement n'a pas d'espace de restauration il faudrait alors intégrer le restaurateur directement dans le processus de conception de la cuisine, salle de restauration pour qu'il nous conseille et que les salles de restauration et la cuisine soient adaptées. Rédiger une charte de la cuisine et la faire approuver. Faire une enquête sur les besoins et attentes des personnes. Consultations des parties prenantes pour recueillir leurs avis et attentes.

3. ALIMENTATION LOCALE

CHOISIR CONSCIEMMENT SES FOURNISSEURS ET SES PARTENAIRES

Force de l'engagement : Faible Moyen Fort

Améliorer la qualité et la traçabilité des produits, tendre vers une alimentation saine et durable à la fois dans le cadre de la restauration collective universitaire et lors des événements intra-établissement (vie festive, séminaires, repas traiteurs, distributeurs automatiques)

La mise en place d'une telle politique pourrait être en lien avec les problématiques de gaspillage alimentaire et d'usage de plastique alimentaire; limiter la pollution liée au transport des denrées, limiter les déchets.

A terme, il pourrait y avoir une réelle modification du marché public de l'école sur l'alimentation.

OBJECTIFS

Même si de nombreux gestes sont déjà adoptés par les équipes et les bénéficiaires pour réduire le gaspillage dans la restauration scolaire, un système de dons type "too good to go" pourrait être mis en place pour partager les denrées périssables

Limiter le gaspillage alimentaire tout en permettant à ceux qui en ont besoin d'avoir de la nourriture à petit prix. Généraliser la vente des invendus chaque soir.

ACTEURS

Lorsque des établissements ont des services de restauration particulier comme des food truck, il pourrait y avoir une sélection de vendeurs écoresponsables lors de l'appel d'offres.

Les producteur·rice·s locaux·les, doivent être sélectionné et contacté·e·s en

fonction des besoins de l'établissement (événement ponctuel/réguliers).

Les étudiant·e·s pourrait être acteurs en mettant en place un cahier des charges à destination du prestataire de restauration collective (CROUS)

Direction des achats

Associations étudiantes organisatrices d'événements nécessitant de la restauration

RESSOURCES

Comme pour les repas végétariens, il est nécessaire de porter les réclamations des étudiant·e·s auprès du CROUS et des associations.

Cette politique pourrait être mise en place en suivant les recommandations de la loi Egalim.

INDICATEURS

Imposer un pourcentage obligatoire d'aliments locaux / transformés sur place, poser des contraintes pour l'alimentation pour les événements sur l'année (plutôt qu'une gestion au cas par cas peu responsable)

LIMITES

Difficulté de changer les aliments proposés en restauration collective, car nécessite de changer de fournisseur

Le prix des aliments locaux est probablement plus élevé. (des coûts pourraient être retirés au resto U des coûts inutiles en simplifiant les menus, permettant ainsi de diminuer également le gaspillage tout en mangeant bien (ex : pas besoin de plusieurs desserts...)).

LOI EGALIM

Appliquer la loi Egalim dans la restauration scolaire dès la rentrée 2021 (50% de produits issus de circuits courts ou labellisés, et 20% de produits bios minimum)
Selon le contexte agricole régional, il peut être difficile de trouver des fournisseurs sur l'ensemble des produits, frais en particulier, consommés dans le service de restauration. Ce serait tout de même le moyen de se tourner vers des recettes plus élaborées qui correspondent à l'offre des régions.

4.ALIMENTATION PLUS RESPONSABLE

SENSIBILISATION

Afin de faire évoluer durablement les habitudes d'alimentation, il faut informer:

- Mise en place du projet Foodprint (indicateur de taux carbone de l'assiette du CROUS), indicateur de localité, indicateur d'intérêt diététique
- Communiquer sur les légumes/fruits de saison à l'entrée des cantines
- Atelier de formation en diététique à la rentrée pour aider les étudiants à faire des repas équilibrés
- Introduire les ateliers de nutrition à la rentrée et atelier (sur inscription) au cours de l'année (avec des professionnels)
- communiquer à travers les associations
- la fresque de l'alimentation
- Proposition de sujet sur la consommation alimentaire au cours d'événements
- S'informer sur les filières alimentaires : notamment de cacao; café; banane, etc

5. CREER UNE DYNAMIQUE COLLECTIVE AVEC LE RU/CROUS/ ET/ OU SOCIETE DE RESTAURATION COLLECTIVE

Mettre en place une réelle discussion avec tous les acteurs du secteur alimentaire (CROUS, MRS, restaurants universitaires, Commission des menus,...) et remonter les attentes concernant l'alimentation.

Les thématiques suivantes pourraient être traitées:
(listes non exhaustives)

- Propositions végétariennes/végétaliennes tous les jours de la semaine.
- L'affichage clair de la provenance des aliments
- Lier une exploitation agricole locale avec les restaurants
- Le bilan carbone des repas
- La possibilité de se servir en quantité choisie
- La gestion des surplus
- Le choix des produits bios, locaux, issus du commerce équitable
- 100% des repas (haute valeur environnementale) plutôt que les 50% réglementaires en 2022
- Snack du CROUS : refonte avec davantage de produits bon pour la santé
- Suppression des boissons qui ne soit pas en verre
- Réinventer certains services aux usagers : distributeurs de boissons et snacks pour les rendre plus vertueux
- Indiquer les produits avec un mauvais nutri-score dans les distributeurs et aux snacks
- Essayer de revenir aux consignes au restaurant universitaire (snack au crous : pots de yaourt en verre et consignés par exemple)
- Événement sur l'alimentation durable co-organisé avec le Crous

Élargissement des horaires d'ouverture au CROUS : Lutter contre la précarité étudiante et l'isolement en leur donnant accès à des repas peu chers et à un lieu de convivialité pour leur repas du soir.

ORIENTER DES PROJETS D'ETUDE EN FAVEUR DE LA STRUCTURATION DU CAMPUS



Force de l'engagement : Faible Moyen Fort

Mise en relation des projets étudiants avec la situation écologique et énergétique du campus et de leur environnement

Dans chaque établissement, proposer des projets accompagnés ayant pour objectif de répondre à une problématique environnementale liée à l'établissement. Cette problématique peut être "technique" (question d'ingénierie, logistique, ou d'agro-écologie) ou de gouvernance (ex: Enquête préliminaire à l'instauration de quotas carbone, mise en place de circuits courts alimentaires...). Ainsi aucun domaine d'étude ne pourrait être exclu de cette démarche

Ces actions peuvent s'accompagner de visites de laboratoires accompagnées de débats autour de la question éthique et environnementale

OBJECTIFS

Proposer des sujets (exercices d'applications, TP, projets étudiants) permettant d'améliorer le campus et son environnement sous un angle socio-écologique et mettre en application les compétences académiques sur un sujet concret.

Cela permettrait de préparer les étudiants aux futures mutations de leur établissement et de leur environnement proche et de les rendre acteur·e·s de l'évolution/la construction de leur campus.

Favoriser un ancrage territorial social et basé sur des relations de réciprocité ou d'intérêt collectif, poser un cadre éthique pour éviter le travail déguisé, les logiques entrepreneuriales et le conseil « professionnel »

ACTEURS

Enseignants

Chercheurs

Étudiants

Autres parties prenantes spécifiques
s'il s'agit d'études en dehors de l'établissement

(fondations, comUE, communes, départements, régions...)

CERES (structure référente en environnement)

la Direction des études, les départements

Embaucher du personnel pour émettre les propositions de projets, nommer un chargé de mission, ou mettre cette décision à la charge de l'enseignant. Le projet peut aussi naître d'une consultation mutuelle entre les parties. Pour que la communication soit plus facile définir un responsable projet par département d'études.

RESSOURCES

Pour la mise en place :

Connaissance de la situation et des problématiques liées à l'établissement et son environnement

Rapport des potentielles commissions des titres et labels

Rapports de la commission qualité

Recensement des besoins et sujets auxquels il faut répondre dans tous les services

LIMITES

Temps alloué aux projets
Temps disponible aux enseignants
Mobilisation de la direction et des parties prenantes

Adhésion des enseignants
Enjeu du positionnement de l'établissement et de ces démarches par rapport au privé ; mais exclure des acteurs des possibilités de partenariat est délicat
Enjeux de financement

FACILITER LA CRÉATION D'ESPACES DE RENCONTRE/D'ÉCHANGES



1. CRÉATION D'UN ESPACE DÉDIÉ POUR LA CUISINE ET LES REPAS

Force de l'engagement : Faible Moyen Fort

Aménager des espaces (sobres en matériaux) pour que les étudiants et l'ensemble des parties prenantes qui préparent leurs plats eux-mêmes puissent y manger.

De plus en plus d'étudiant.e.s amènent des repas faits maison, mais manquent cruellement d'infrastructures. Il s'agirait de penser à l'amélioration des infrastructures, en pensant notamment aux micro-ondes (nombre, qualité). Il est possible de coupler cette solution et la distribution de "lunch box" en début d'année pour équiper tout le monde.

Dans la même idée, on pourrait créer une cafétéria associative pour les étudiant.e.s (travailler, consommer, se reposer...)

OBJECTIFS

Créer un endroit convivial où toutes les parties prenantes de l'école pourraient se retrouver et se rencontrer

Le but est de mettre à la disposition des étudiants une salle suffisamment grande pour pouvoir tous les accueillir pour déjeuner.

Inciter les étudiants à se préparer eux-mêmes à manger et limiter l'achat de produits ultra transformés et suremballés.

Identifier les envies, attentes des parties prenantes (étudiants, professeurs, personnel, riverains). Selon cette enquête identifier les besoins et donc ce qui serait nécessaire ou utile dans la salle de restauration-cuisine

Dans le cadre d'une cafétéria :

Se mettre en relation avec des associations / des producteurs (ici, Quai des Possibles) qui pourraient fournir des « snacks » (privilégier le vrac afin d'éviter les déchets). Introduction de repas végétariens via des producteurs locaux (et bios si possible). Il faut cependant faire attention à la concurrence avec le CROUS

AMENAGEMENT

Dans cet espace, on pourrait y installer un réfrigérateur, micro-onde, penser à un espace vaisselle.

Quelques investissements à faire : machines à café, meubles (ici, achetés chez Emmaüs).

Étudier la possibilité de mettre en place un espace cuisine.

POLITIQUE DE CES LIEUX

Si ce lieux est à destination des étudiants, il est alors géré par les étudiant.e.s pour les étudiant.e.s où la consommation serait possible (tout en s'assurant que cela soit le plus écologique possible : politique de 0 déchet, alimentation bio / provenant de circuits courts)

Définir des règles d'organisations (notamment par la création d'un calendrier qui définirait les tâches, les jours où

RESSOURCES

l'administration et les associations veulent réserver la cafétéria.

2. APPRENDRE À BIEN S'ALIMENTER

Force de l'engagement : Faible Moyen Fort

Transmission d'un kit de cuisine à l'arrivée en première année : où trouver de bons produits, communication sur l'AMAP (Association pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne), kit matériel avec vente par des anciens élèves qui partent de l'école, ou kit de cuisine à l'effigie de l'école (voire avec les interprofessions) informations sur la saisonnalité, recettes..

A l'image d'une cuisine participative (une personne qui connaît bien un produit, une recette, et qui souhaite le partager) mettre en place des ateliers, avec vente de repas pour amortir le coût du cours de cuisine. Puis communication par différents moyens : article sur la plateforme de communication de l'école (culture, cuisine, valeur nutritionnelle)

OBJECTIFS

Donner de bons réflexes (développement durable, cuisine, nutrition, économique) à un.e étudiant.e qui arrive à l'école, autour du thème de l'alimentation saine et durable.

ACTEURS

Professionnel.le de la restauration (cuisinier du Crous, élève en formation cuisine d'un autre établissement, des groupes de restauration... ?) pour animer la séance de cuisine

RESSOURCES

Conférences en début d'année (sur le thème de la cuisine écologique (saisonnalité, légumes anciens, origine des produits...)), des tutoriels vidéos et des photos pas à pas sur la réalisation de la recette, publiés sur les réseaux sociaux.

LIMITES

Aspect financier pour le kit de départ (à voir avec la transformation de goodies en kit de rentrée)

Accès à une cuisine au sein de l'établissement.

DIFFUSION DE RECETTES

Application

Création d'une application qui diffuserait des recettes (descriptions et vidéos pour suivre l'élaboration) à partir de produits frais et locaux ainsi que des produits courants qu'une majorité de personnes a chez elle. On pourrait également mettre des conseils d'une diététicienne avec un forum pour répondre aux questions des consommateurs. Cela permettrait d'aider les étudiants dont le

budget est souvent restreint, mais aussi toutes les personnes qui souhaitent manger sainement sans se priver et pour pas cher.

Guide

Rédaction d'un guide d'éducation culinaire pour expliquer comment cuisiner des produits locaux, de saison ou « moches » et qui inventorie les producteurs locaux.

3.FACILITER L'ACCES À DES LOCAUX OU LIEUX POUR SE RETROUVER

POUR LA VIE ASSOCIATIVE

Mutualiser les locaux pour les étudiants du campus et les proposer à des associations
Il y a énormément de salles inutilisées dans certains bâtiments du campus, plutôt que d'en construire d'autres, autant mutualiser ces espaces
(cf repenser l'usage des bâtiments 2.10)

POUR DES LIEUX FÉDÉRATEURS

Mise en place de lieux fédérateurs pour réunir les parties prenantes de l'école et des personnes extérieures (des villes alentours) .

L'idée est de créer du lien entre les parties prenantes de l'école et entre l'école et le territoire où elle est localisée. Ces lieux fédérateurs seraient aussi l'occasion pour l'école d'instaurer des ateliers relatifs à son expertise et faire découvrir ces domaines d'études.

Le club serait alors composé d'étudiant-e-s, de membres du personnel ou de professeurs, et accueillerait un certain quota de visiteurs.

Les limites concernent la gestion combinée des lieux fédérateurs et de la sécurité du campus. En effet, un des défis des écoles est de sécuriser le campus au maximum pour les étudiant-e-s car accueillir des personnes extérieures peut entraîner des dérives. Il est nécessaire de prendre cela en compte en amont pour devancer les problèmes éventuels.

PERMETTRE LA MULTIPLICITÉ DES USAGES DANS UN MÊME LIEU

Faire une campagne de recensement des besoins des étudiants et des associations universitaires, et faire un recensement des lieux existants et de leur fréquence d'utilisation.

Création d'un lieu qui propose de la culture, des activités de bricolage, des outils numériques et qui favorise une ambiance pédagogique (pair à pair)

Les usagers, étudiant-e-s participent à la gestion du tiers lieu. Des jobs étudiants pourront être créés pour la surveillance des lieux.

4. ANIMER LES LIEUX DE RENCONTRE

Force de l'engagement : Faible Moyen Fort

Le principe est de se réunir pour discuter d'un sujet. Ce sujet est proposé par un·e étudiant·e, ou bien un·e enseignant·e ou encore un membre du personnel ou de l'administration. Le sujet peut être présenté par une courte vidéo, le résumé d'un livre, une musique ou même une petite présentation. Vient ensuite une discussion. Le but est de limiter les propositions de sujets aux personnes du campus mais il serait intéressant d'inviter parfois des personnes extérieures. Les regroupements se feraient sur le temps du midi, chacun amène sa nourriture.

OBJECTIFS

L'objectif est d'aborder tout type de sujet (social ou environnemental), réunir tout le monde : étudiants, enseignants, membres de l'administration ou du personnel, croiser les avis et partager un repas avec de nouvelles personnes. Le but est que ce soit un échange agréable, pas supplémentaire aux cours, c'est pourquoi il est important de conserver cette idée de « café ».

ACTEURS

Une personne propose un sujet et doit gérer la séance et amener la discussion.

La responsable DD-RS de l'école pourrait prendre en charge le pilotage et l'encadrement du projet.

COMMENT

Une machine à café, une salle de disponible, mais les réunions peuvent aussi se faire en extérieur.

Ces lieux fédérateurs seraient aussi l'occasion pour l'école d'instaurer des ateliers relatifs à son 'expertise'. Pour nous, l'idée serait d'inviter les gens dans un potager partagé par exemple.

COMMENT (PRÉ-REQUIS)

Mettre en place un sondage pour élire une thématique et faire un planning des passages pour chaque semaine.

Possibilité de choisir des propositions de lectures pour échanger autour de ça.

OPERABILITÉ

Court terme, en quelques semaines.

INDICATEURS

Le nombre de propositions d'idées, et un questionnaire de satisfaction. Pour vérifier l'effet de ce procédé, un 'tour de table' au sein du groupe peut être réalisé au terme des rassemblements pour connaître les ressentis de chacun·e, leurs impressions.

LIMITES

Le créneau est à fixer par chaque école, la fréquence d'une fois par semaine peut aussi évoluer, et il faut trouver des moyens de rendre ces moments attractifs.

BIODIVERSITÉ



1. VALORISER ET PROTÉGER LA BIODIVERSITÉ DU CAMPUS

Les campus pourraient être davantage facteurs de biodiversité et abriter une faune et une flore plus développées.

Végétaliser le campus permettrait d'amener de la biodiversité (pour les insectes, etc), d'incorporer l'étudiant dans une dynamique environnementale au sein de l'université, d'absorber l'eau en cas de forte pluie, montée des eaux et de garder plus de fraîcheur en cas de chaleur

Force de l'engagement : Faible Moyen Fort

Echéance de l'action : Court terme Moyen terme Long terme

Réaliser un inventaire de la biodiversité des campus, en partenariat avec des associations comme la LPO, et généraliser un affichage de sensibilisation.

OBJECTIFS

Pour adapter la gestion des espaces extérieurs au contexte géographique et écosystémique du campus, il est indispensable de connaître les espèces qui s'y trouvent, leur fragilité, voire les éventuels dangers d'extinction qui pèsent sur elles.

Favoriser et protéger la biodiversité sur le campus, créer une ambiance plus sereine et relaxante pour les personnes présentes sur le campus, embellir le campus

Nouer un partenariat avec la municipalité ou bien une association (LPO, Jardins de Noé, Orée, Humanité et Biodiversité...)

PRÉ-REQUIS

Communiquer avec la municipalité pour être accompagné dans la démarche, et informer également l'ARB (Agence régionale de la Biodiversité). Communiquer les résultats pour enrichir les Atlas communaux de la biodiversité

Possibilité de s'appuyer également sur le guide <https://refedd.org/inventaire-fac/>

ACTEURS

DGDIL: direction générale de l'immobilier et de la logistique

Associations écologistes du campus notamment pour concevoir des groupes de travail. Des chercheurs spécialistes de l'Université

Des Instituts de botanique ou étudiants dans ces formations pourraient avoir des projets orientés pour les écoles et universités, faire régulièrement des inventaires de biodiversité, et en mesurer l'évolution.

COMMENT

Mettre en place des jardins partagés en permaculture et en agroécologie parcoures sur le campus pour mettre en avant les projets de végétalisation

Monter une association "incroyables comestibles", pour planter des plantes comestibles un peu partout sur le campus avec des pancartes "servez-vous"

Laisser des espaces verts peu ou pas entretenus (moins de tontes, faire un fauchage tardif dans l'année)

Créer un espace témoin où un suivi de la biodiversité des animaux (insectes/oiseaux/vers de terre...) est fait régulièrement et publicisé

FINANCEMENT

Peu de surcoût si il y a déjà des paysagistes
Des fonds pour des formations pourront être nécessaire

PROTÉGER LA BIODIVERSITÉ DU CAMPUS

En se basant sur le recensement repérer les lieux où l'implantation d'installations de protection est nécessaire et possible.

Par des actions de sensibilisation : donner envie de protéger la biodiversité

Mettre en place une gestion des espaces verts raisonnée, pour qu'ils soient résilients (adaptés au climat, canicules estivales, limiter les îlots de chaleur...)

QUELQUES PISTES

- Faire un chemin végétalisé au cœur du campus pour relier les bâtiments avec des panneaux explicatifs

- Mettre des autocollants "stop" aux abords des zones à protéger

- Convention avec la LPO pour être refuge

- Ateliers DIY (hôtels à insectes, composteurs, nichoirs, ...)

- Faire des expérimentations pour montrer l'impact de différentes combinaisons de plantes sur la biodiversité globale (insectes, ...)

Installation de maisons à insectes, de maisons à oiseaux

- Mise en place des fauches tardives: se complète par les semis de mélanges de graines pluriannuels.

- Informer sur l'écobilan des bâtiments végétalisés

- Limiter la tonte, les produits phytosanitaires, le besoin en arrosage...

mission DDRS, associations du campus
Personnels d'entretien d'espaces verts, sous-traitance selon l'établissement

INDICATEURS

Inventaire renouvelé tous les 3 à 5 ans, le résultat est positif si il y a une progression des populations fragiles et une régulation des espèces invasives

Possibilité de s'appuyer également sur le guide <https://refedd.org/inventaire-fac/>

LIMITES

La démarche doit pouvoir s'intégrer à un plan d'actions plus global

Parcelles non-entretenuées, dégradées et la non-pérennisation du projet

COURT TERME

court terme pérennisation à long-terme

ACTEURS

SANS PESTICIDES

Application de la loi "Zéro Phyto" (Loi Labbé) dans les espaces extérieurs

Former les équipes "espaces verts" aux techniques alternatives aux pesticides pour mettre en œuvre la démarche zéro phyto. <http://www.mission-economie-biodiversite.com/publication/le-zero-phyto-dans-nos-lieux-de-vie-solutions-et-mise-en-oeuvre>

OBJECTIFS

Bannir l'utilisation de pesticides non autorisés par l'agriculture biologique. Former le personnel aux techniques du zéro phyto. Communiquer autour de l'acceptabilité de la démarche (pelouse jaunie en été, herbes folles, fauche tardive, moutons pour tondre l'herbe...)

INDICATEURS

Pourcentage du parc ou des équipes appliquant cette démarche. Inventaire de la

biodiversité. Consommation d'eau. Relevés de pesticides.

LIMITES

Les espaces extérieurs doivent pouvoir rester accueillants et praticables pour tous.ets, y compris les PMR. Il sera primordial d'informer sur les motivations de cette démarche afin que le public n'y voit pas un "laisser-faire" mais bien une opération écologique.

SENTIER BIODIVERSITÉ

Les établissements pourraient mettre en place un sentier botanique. L'idée serait d'afficher davantage d'informations sur la richesse de l'écosystème dans nos universités / écoles etc. L'écosystème pourra également être enrichi ou favorisé dans le respect de la biodiversité endogène.

Le but est, d'une part, de développer l'attention des étudiants et du personnel des universités sur la faune et la flore qui les entourent. Puis d'autre part, de les sensibiliser à l'importance de la biodiversité et de sa protection. Des panneaux permettraient de pallier certaines lacunes en décrivant une espèce et en proposant des anecdotes et des détails à son sujet.

Les étudiant-e-s volontaires pour l'entretien et le maintien du projet seront renouvelé-e-s selon les années, qui s'inscrivent dans une formation de développement durable, bonus biodiversité etc. Cela peut faire partie d'un projet d'étude.

VÉGÉTALISER LE CAMPUS

Force de l'engagement : Faible Moyen Fort

Echéance de l'action : Court terme Moyen terme Long terme

Mettre en place un plan de végétalisation ou de mise en culture des espaces extérieurs dès qu'ils existent. Prendre contact avec la municipalité pour discuter des possibilités de valorisation de ce foncier (souvent urbain) et des possibilités d'ouverture au public (par exemple: ouverture au public en échange de l'entretien des espaces par la mairie ou de prêt de matériel)

Étudier, si possible, les alternatives de désartificialisation / désimperméabilisation de certaines cours lorsqu'elles sont bétonnées, afin de les revégétaliser.

Même exigus, les espaces extérieurs dont sont propriétaires les campus peuvent être mis à profit pour créer des îlots de fraîcheur, de biodiversité, et des zones accueillantes pour le public.
Mise en place d'une façade végétale, murs et toit végétalisé.

Points de vigilance : certaines personnes peuvent être réticentes à la présence d'insectes. Difficultés de faire pression et récupérer les espaces lorsque des projets d'agrandissement et de construction de bâtiments sont prévus

2.POTAGER/JARDIN PARTAGÉ

Force de l'engagement : Faible Moyen Fort

Echéance de l'action : Court terme Moyen terme Long terme

Mise en place / Extension du potager, serre

Il serait possible d'ajouter une dimension intergénérationnel au potager; et de proposer des partenariats avec des lycées horticoles, des écoles primaire à côté du campus, des associations de la région pour la permaculture (et peut être le prestataire des espaces verts), des EHPAD en fonction de la présence et de l'éloignement de ces structures.

OBJECTIFS

Sensibiliser et former les étudiant-e-s, enseignant-e-s à la permaculture. Utilisation des fruits et légumes qui y seront cultivés

Faire connaître les jardins agroécologiques et leur rôle

Susciter une réflexion autour de l'autosuffisance alimentaire

Sensibiliser et éduquer des populations diverses, pérenniser le projet. Favoriser la solidarité entre générations sur un même territoire, c'est l'idée d'un potager "intergénérationnel"

ACTEURS

Association étudiante, avec l'appui de l'administration

Associations (comme Graines de Troc)
Établissements horticoles/agricoles à proximité du campus. Entreprises privées

Structures comme les écoles/EHPAD avec qui il pourrait y avoir des partenariats et échanges.

RESSOURCES

Emplacement du potager

Installation de petites parcelles pour ne pas se limiter au niveau terrain

Murs potagers (plantations d'herbes aromatiques ou tomates cerises)

Enquête sur la disponibilité et la structure des toitures pouvant supporter des jardins partagés

Achat et construction de carrés de potager.

Achats de graines régulièrement tout au long de l'année. Entretien des plants par les élèves et l'Association

Offrir aux étudiants une possibilité de formation, guide de permaculture pouvant être mise en place au fur et à mesure des avancées

Budget d'investissement au départ. Investissement temporel et personnel des élèves sur le long terme

Dans une démarche éco-responsable, des bacs vont être fabriqués à partir de palettes. Utiliser les ressources d'un compost, de la récupération d'eau de pluie.

INDICATEURS

Productions
Questionnaire et retours des participants

LIMITES

Entretien entre septembre et mai pendant les vacances scolaires. Avoir de nombreux acteurs permettraient alors de trouver des personnes intéressées pour l'entretien. Il reste la problématique d'accès aux potagers s'il est interne à l'école.

Investissement financier de départ. Investissement temporel régulier sur le long terme (mise en place d'un système de roulement pour cette limite).

Demande une grosse coordination parce qu'il pourrait y avoir de nombreux acteurs.

De nombreux espaces verts (pelouses) sur le campus sont en fait réservés pour de potentiels futurs bâtiments

Les limites concernent la gestion combinée des lieux fédérateurs et de la sécurité du campus. En effet, un des défis des écoles est de sécuriser le campus au maximum pour les étudiant·e·s et accueillir des personnes extérieures peut entraîner des dérives. Il est nécessaire de prendre cela en compte en amont pour devancer les problèmes éventuels.

UTILISATION DES PRODUCTIONS

Se servir des jardins pour des événements universitaires : atelier cuisine avec le crous/atelier permaculture/conférences...

Amener à une certaine autosuffisance alimentaire et donc une réduction de certaines difficultés financières des étudiant·e·s.

3.COMPOST

Force de l'engagement : Faible Moyen Fort

Echéance de l'action : Court terme Moyen terme Long terme

Mise en place d'un compost/ lombricompost pour les étudiants et pour la gestion des déchets du CROUS²

OBJECTIFS

Sensibiliser au processus biologique mis en jeu dans le compost. Réduire les déchets alimentaires et pouvoir les utiliser dans les jardins.

ACTEURS

Administration

Voir avec le CROUS pour récupérer les déchets organiques de la restauration

Association étudiante (Solidarités)

Associations partenaires pour des formations sur le compost. (MutualWaste)

Usagers du potager, jardiniers du campus.

Club DD s'il existe et service patrimoine et/ou responsable du campus

Partenariat avec des agriculteurs locaux pour les fournir en matière organique pour faire du compost

Définir la propriété du compost : privé à l'établissement, en commun avec une association extérieure

RESSOURCES

Se renseigner sur les composts déjà existant dans la ville

Trouver un emplacement pour le compost, le mettre en place, mettre des poubelles intermédiaires plus près des lieux de passage fréquentés si besoin (ces poubelles seront ensuite reversées dans le compost). Mettre en place notamment dans le CROUS.

L'existence de fonds publics de la Métropole pourrait servir pour la mise en place d'un compost

Mise en place d'une signalétique claire.

INDICATEURS

Utilisation du compost pour les potagers ou une association locale qui en aurait besoin

Voir l'augmentation du compost visuellement (quantifiable au volume ou au poids)

LANCEMENT

Pour lancer le compost pendant l'intégration et/ou le WEI, tous les déchets organiques pourront être mis au compost par les élèves. Les élèves viendront ensuite mettre leur propres déchets au compost ou aux poubelles intermédiaires

Budget : coût des poubelles et du compost : entre 500€ et 1000€, coût RH service patrimoine : 10h

² [Installation d'un compost à l'ENSICAEN](#)

4.AUTRES

RÉCUPÉRATEUR D'EAUX DE PLUIE

Installer des réserves d'eau qui pourraient être utilisées pour l'entretien des espaces verts, pour le jardin (et les toilettes si possible), limiter l'usage d'eau potable pour des usages non nécessaires, l'investissement sera probablement compensé par les économies effectuées. Les étapes à prévoir seraient les suivantes : achat du matériel, installation, entretien (résistance au gel) et mise en place d'une signalétique ("eau non potable").

RUCHES SUR LE CAMPUS

Force de l'engagement : Faible Moyen Fort

Echéance de l'action : Court terme Moyen terme Long terme

Installation de ruches dans les espaces verts
Ajouter de la biodiversité, contribuer à une nouvelle flore, "sauver" les abeilles, bénéfiques pour la faune et la flore. La mise en place pourrait se faire en partenariat avec des apiculteurs. Le partenariat devrait probablement être géré par l'administration, et peut-être qu'un suivi pourrait être fait par une association étudiante si besoin, ou entretenu par un prestataire extérieur.

INVESTISSEMENTS

Achat de matériel, achat d'essaim, entretien (formation ou professionnels). Achat et installation de la ruche, entretien, distribution du miel issu des ruches. Moins de 10 ruches = pas de déclaration sur le plan fiscal

LIMITES

Nécessité d'un endroit sec, lumineux, à l'abri du vent, proche d'un point d'eau et loin des habitations et de la route. Problématique des allergies aux abeilles, de la législation sur l'installation des ruches, de la réglementation sur la consommation du miel. Problème avec les ruches qui posent concurrence aux pollinisateurs sauvages ce qui peut être délétère.

INDICATEURS VISUELS

Compter les différentes espèces présentes, regarder le taux d'occupation de ces infrastructures
Utilisation du compost pour les potagers ou une association locale qui en aurait besoin
Voir l'augmentation du compost visuellement (quantifiable au volume ou au poids)

METTRE EN PLACE DES TOILETTES SÈCHES SUR LE CAMPUS

Force de l'engagement : Faible Moyen Fort

Echéance de l'action : Court terme Moyen terme Long terme

Installer des toilettes sèches en extérieur (autour des jardins partagés) ouvertes à tous. Elles seraient un outil de sensibilisation et comme source de fertilisant naturel. Il faudra surtout rendre le tout acceptable et désirable grâce à beaucoup de sensibilisation.

Limites : réticence des usagers, trop peu de matière pour la pérennité

RASSEMBLER LES INITIATIVES



METTRE EN PLACE DES TOILETTES SÈCHES SUR LE CAMPUS

Force de l'engagement : Faible Moyen Fort

Echéance de l'action : Court terme Moyen terme Long terme

Penser l'ensemble de ses initiatives comme un tout, qui s'auto-alimente. En effet, une seule "pour bien faire" n'est pas suffisante et peut ne pas être pérenne seule. Ainsi il faut penser à mettre en place une synergie dans ses initiatives.

- **Mettre en place l'ensemble du cycle production/Distribution/Cuisine/Recyclage**

Produire : Jardin partagé, poulaillers, partenariats avec des producteurs locaux

Distribuer : Epicerie solidaire, utilisation des associations étudiantes pour la distribution de panier alimentaire.

Cuisiner : Cuisine participative nomade, guide et/ou cours de cuisine

Recycler : Compost, Nourriture pour les poules.

OBJECTIFS

La synergie permettrait de favoriser la biodiversité sur le campus en faisant vivre les sols, permettre une meilleure alimentation et mieux se nourrir en apprenant à cuisiner des produits locaux pas chers et avec peu de matériel. Elle permettrait également de **renforcer le lien social et la lutte contre l'isolement**

ACTEURS

Les acteurs sont ceux qui vont agir à chaque étape et que l'on retrouve dans les différentes parties précédentes sur les mêmes actions.

ENJEUX PRINCIPAUX

Permettre une mise en lien efficace entre les différents acteurs et projets pour pouvoir saisir les opportunités de projets communs et de valorisation des actions.

1.GALA DD

Force de l'engagement : Faible Moyen Fort

Echéance de l'action : Court terme Moyen terme Long terme

L'idée consiste en la mise en place d'une association étudiante qui organiserait une grande soirée annuelle de la transition socio-écologique, dans le but de sensibiliser et récolter des fonds. Les fonds récoltés serviront pour le développement d'une action au sein de l'établissement scolaire. Celle-ci serait connue au préalable par les étudiants, leur permettant ainsi d'être sensibilisés à la problématique mise en avant.

Il pourrait permettre le point de rencontre et la mise en avant des initiatives ayant eu lieu durant l'année ou l'édition précédente du Gala.

RÉORGANISER LA MOBILITÉ AUTOUR DES CAMPUS



1. LIMITER LES TRAJETS DOMICILE-TRAVAIL AVEC DES ENSEIGNEMENTS HYBRIDES

Force de l'engagement : Faible Moyen Fort

Echéance de l'action : Court terme Moyen terme Long terme

Laisser le choix aux étudiant-e-s d'aller en cours ou non pour ce qui est des cours magistraux et donc proposer du distanciel ET du présentiel simultané. Pour tous les autres membres de l'établissement, rendre le télétravail possible en semaine
De plus, les conférences ou formations qui nécessitent un déplacement (sur Paris par exemple) pourraient être proposées en distanciel.

OBJECTIFS

Réduire les déplacements et donc l'empreinte carbone (étude menée par : « Labos 1 point 5 » montre que le distanciel émet moins de dioxyde de carbone dans l'atmosphère que les déplacements domicile-travail)

Proposer la même alternative en ligne pour des soutenances.

INTERVENANTS

Une tendance identifiée par le groupe est de faire venir des intervenants lointains alors que des alternatives plus locales existent. Ainsi à compétence égale il faudrait donner la priorité aux acteurs locaux. Mais cela pourrait créer des inégalités pour les gens vivant loin des métropoles.

ACTEURS

La DSI (direction des systèmes informatiques) pour la mise en place des plateformes.

LIMITES

Les réseaux et infrastructures Web devront être suffisamment efficaces et robustes. L'apprentissage, de même que l'évaluation des étudiants dans le cadre des soutenances n'est pas faite exactement de la même manière. Il faudra s'assurer que l'un ou l'autre ne soit pas défavorable.

RESSOURCES

Les installations/équipements nécessaires, des salles pour les conférences/formations en distanciel pour pouvoir les faire depuis l'établissement et en hybride. Il faudra assurer la formation des enseignants et intervenants à ces systèmes.

2.MOBILITÉS DOUCES

RENDRE LES TRANSPORTS EN COMMUN OU ALTERNATIFS GRATUITS

Force de l'engagement : Faible Moyen Fort

Echéance de l'action : Court terme Moyen terme Long terme

Les transports et particulièrement les transports en commun dans les grandes villes devraient être gratuits ou les coûts devraient être bas pour inciter à réduire l'usage de la voiture. La mise en place de la gratuité des transports en commun (bus, train,...) pourrait se faire dans une limite de 50 km.

OBJECTIFS

L'idée serait à mettre en place petit à petit, individuellement par les métropoles d'abord, puis en se coordonnant avec les réseaux ferroviaires.

A terme le projet serait suivi et géré directement par les administrations territoriales

ACTEURS

La solution est à mettre en place au niveau des communautés d'agglomération et des institutions territoriales.

RESSOURCES

Cette solution est **déjà en place dans plusieurs villes**, il faudrait tout d'abord s'inspirer des moyens qu'elles ont mis en place. Une idée (hors de notre champ de compétences) est de demander un financement partiel aux gros pollueurs du secteur du transport (compagnies aériennes, en particulier pour les transports intérieurs au pays qui peuvent être facilement réalisés en train).

Les métropoles et les régions pourraient aussi participer à ce financement. Il est à noter que le transport autour de grandes villes concerne plusieurs villes, son financement devrait impliquer toutes les villes concernées.

Il est aussi possible de créer une carte à usage personnel avec un nombre de trajets gratuits (par exemple 2 trajets par jour) dans la limite de 50 km. De plus, les trajets liés au travail pourraient être financés par l'entreprise sur une carte usage professionnel. Pour le TER, il serait possible de payer le billet de train avec la carte (avec la même gratuité dans un rayon de 50km)

INDICATEURS

Afin de mesurer l'efficacité des mesures, il est possible de mesurer l'utilisation qui est faite des transports en commun.

LIMITES

Le nouveau modèle économique est à travailler par des spécialistes. On dépasse les limites de compétences des établissements, mais **c'est par la demande que les choses bougeront.**

OPÉRABILITÉ

Projet à très long terme. Ce projet s'étendra sur plusieurs années afin d'établir un modèle économique pérenne

ORIENTER LES AIDES FINANCIÈRES POUR FAVORISER LES MOBILITÉS DOUCES

Force de l'engagement : Faible Moyen Fort

Echéance de l'action : Court terme Moyen terme Long terme

En travaillant sur la gratuité des transports, il pourrait être mis en place des aides financières en parallèle. Prioriser les aides à la mobilité sur la base d'un critère environnemental (empreinte carbone du trajet disponible sur les sites de réservation de transport)

Cela peut se faire en :

Soutenant concrètement le recours aux alternatives à l'avion en **favorisant le remboursement sur les autres moyens de transport.**

Nouant des partenariats, comme avec un magasin de vélos (bons d'achats)

Rendant exceptionnels les déplacements professionnels ou scolaires à l'intérieur du territoire français (sauf DROM) en avion

FACILITER LE COVOITURAGE

Force de l'engagement : Faible Moyen Fort

Echéance de l'action : Court terme Moyen terme Long terme

Généraliser le covoiturage entre les grandes villes et leurs périphéries en utilisant des outils permettant d'identifier les personnes ayant un besoin de déplacement en temps réel.

OBJECTIFS

L'objectif est de réduire le nombre de voitures et maximiser leur utilisation, pour les personnes se rendant au même endroit (sur les campus en particulier), tout en gardant un aspect flexible pour les personnes ayant des horaires variables. De plus, de moins en moins de personnes utilisent facebook, il faut donc trouver la plateforme adaptée pour en faire la promotion.

ACTEURS

L'idée est de créer une application de covoiturage du quotidien en temps réel. L'application pourrait être créée par des étudiants sous forme de projet.

Mettre en place des partenariats avec des applications de covoiturage déjà existantes (Karos).

CAHIER DES CHARGES

Pour identifier les personnes que l'on pourrait avancer sur votre chemin en voiture, on pourrait aller calquer des technologies existantes comme Waze où l'on met son parcours, on est géolocalisé, on nous donne la durée du trajet... De ces informations, l'application nous indiquerait où l'on pourrait prendre les gens sur notre route.

L'étude du besoin, la conception et le développement de l'application pourraient être confiés à des étudiants, ou gérés par une administration ou une entreprise.

Les résultats peuvent être évalués grâce aux statistiques d'utilisation de l'application. Le suivi (maintenance de l'application) pourrait être confié à une entreprise privée.

LIMITES

Il faudrait penser à une solution de repli pour les personnes utilisant cette application, dans le cas où aucune voiture ne pourrait les prendre.

Si l'application est gérée par une entreprise privée, il faudrait évaluer la sécurisation des données.

INDICATEURS

COMMUNIQUER SUR L'ENSEMBLE DES DISPOSITIFS POUR LA MOBILITÉ

Force de l'engagement : Faible Moyen Fort

Echéance de l'action : Court terme Moyen terme Long terme

Créer/diffuser des supports à destination des usagers pour rendre accessibles les informations concernant les transports en commun pour accéder au campus. Cela pourrait se faire sous forme de site web dédié "écomobilistes", ou d'accompagnement des étudiant.e.s lors de leur rentrée sur les moyens de déplacements doux dont ils disposent pour se déplacer sur le campus et dans l'agglomération dans laquelle ils se situent (plan et fonctionnement des TC, des pistes cyclables...). Faire une plaquette "comment venir en vélo" et "comment venir en covoiturage". Il faut penser à multiplier les canaux de communications : vidéos/affiches/réseaux

OBJECTIFS

L'objectif est de réduire le nombre de voitures et maximiser leur utilisation, pour les personnes se rendant au même endroit (sur les campus en particulier), tout en gardant un aspect flexible pour les personnes ayant des horaires variables. De plus, de moins en moins de personnes utilisent facebook, il faut donc trouver la plateforme adaptée pour en faire la promotion.

L'idée est de créer une application de covoiturage du quotidien en temps réel. L'application pourrait être créée par des étudiants sous forme de projet.

Mettre en place des partenariats avec des applications de covoiturage déjà existantes (Karos).

ACTEURS

CAHIER DES CHARGES

Pour identifier les personnes que l'on pourrait avancer sur votre chemin en voiture, on pourrait aller calquer des technologies existantes comme Waze où l'on met son parcours, on est géolocalisé, on nous donne la durée du trajet... De ces informations, l'application nous indiquerait où l'on pourrait prendre les gens sur notre route.

L'étude du besoin, la conception et le développement de l'application pourraient être confiés à des étudiants, ou gérés par une administration ou une entreprise.

INDICATEURS

Les résultats peuvent être évalués grâce aux statistiques d'utilisation de l'application. Le suivi (maintenance de

l'application) pourrait être confié à une entreprise privée.

LIMITES

Il faudrait penser à une solution de repli pour les personnes utilisant cette application, dans le cas où aucune voiture ne pourrait les prendre.

Si l'application est gérée par une entreprise privée, il faudrait évaluer la sécurisation des données.

ENCOURAGER ET FACILITER L'UTILISATION DU VÉLO

Force de l'engagement : Faible Moyen Fort

Echéance de l'action : Court terme Moyen terme Long terme

Faire du campus un espace favorable à l'utilisation du vélo aussi bien par les infrastructures mises en place que par la mise à disposition d'équipements.

ACTEURS

Prise en charge par l'établissement de l'abonnement véligo. Ou remboursement du pass vélib sur 1 mois.

Partenariats universités/communes et entreprises ainsi que les VP étudiants pour la communication, des associations...

Évaluer le nombre de personnes pour qui le trajet serait plus court en vélo qu'en voiture ou bus.

Mettre en place un sondage sur les habitudes des personnes. Dans le cadre d'un challenge, répéter le sondage après 2 semaines puis 3 mois afin de savoir s'ils ont réellement changé leurs habitudes.

INDICATEURS

Évaluer le pourcentage de personnes vivant à moins de 30 km, moins de 9 km, entre 5 et 30 min à vélo du campus.

INFRASTRUCTURES

Imposer des stationnements/ garages à vélos sécurisés à proximité des bâtiments

Augmenter la sécurité des usagers de vélos (routes qui doivent être praticables,

espaces réservés aux vélos...). En faire la demande auprès des agglomérations.

Mettre des casiers et douches à disposition, à minima des vestiaires.

Installer des stations de réparation ou des pompes à vélo en libre accès sur les campus

Organiser des ateliers de réparation des vélos

Subventionner l'achat d'antivol sérieux

PRÊT D'ÉQUIPEMENTS/ DE VÉLO

Mettre en place un système de location de vélos dans l'établissement. Potentiellement, en partenariats université/communes et entreprises (pour la location de vélos et des recycleries pour la revente et réparations de vélos) . En effet, la question de l'entretien des vélos à louer se pose (c'est pour cela que la faculté ne peut mettre en place cela sans passer par l'intermédiaire de réelles entreprises spécialisées).

Mettre en place des systèmes de vélos partagés ou en libre-service au sein du campus.

La mise à disposition d'un vélo est gratuite, nominative et pendant la durée de présence de l'étudiant dans l'école

Récupérer les vélos abandonnés sur le campus, les remettre en état et les mettre à disposition des élèves et personnels

Prioriser cette mise à disposition pour les étudiants internationaux

RENDRE LE VÉLO PLUS LUDIQUE

Développer un réseau de parrains/marraines

Mettre en place des **challenges** "Au boulot en vélo" / "Mon campus sans voiture"

Le but est de reprendre le concept lancé à Strasbourg "Au boulot en vélo" afin d'inciter le personnel et les étudiant·e·s à utiliser le vélo plutôt que la voiture sur leur trajet pour se rendre sur le campus. Peut-être organiser des compétitions entre les différents établissements : quel parking est le moins rempli pendant la journée sans voiture ?

DISSUADER LA VOITURE

Force de l'engagement : Faible Moyen Fort

Echéance de l'action : Court terme Moyen terme Long terme

Limiter les places de stationnement dédiées aux véhicules personnels
Faire payer les places de parking (50 ct par exemple) en fonction de 3 critères : le statut (étudiant...), la distance domicile-campus, le salaire. L'argent obtenu servirait à la mise en place d'une flotte de vélo et à son entretien.

OUVERTURE SUR LE MONDE



SENSIBILISER : REVOIR LA NOTION DU TEMPS LORS DU VOYAGE/CONCEPTION DU VOYAGE

Force de l'engagement : Faible Moyen Fort

Echéance de l'action : Court terme Moyen terme Long terme

Valoriser la dimension internationale de l'établissement

Le voyage, bien qu'étant une expérience enrichissante et formatrice, n'est pas anodin face au bilan carbone des études suivies. Les mobilités peuvent être envisagées autrement, en proposant des alternatives qui permettent aussi l'interculturalité et l'ouverture d'esprit. Alors, la dimension internationale doit être repensée comme majeure sur le campus afin d'inculquer aux étudiant-e-s une culture internationale sans avoir exclusivement recours aux voyages d'études.

OBJECTIFS

Cette mesure permet de réduire le nombre de voyages, donc le bilan carbone, et de voyager autrement en profitant de l'interculturalité présente dans les campus et autres établissements.

Ceci permet également de faire dépasser les potentiels clivages entre étudiants français et étudiants internationaux, tout en exploitant la ressource que constituent ces derniers.

L'objectif est de retrouver les bénéfices des mobilités internationales mais autrement qu'en parcourant des milliers de kilomètres en avion. Cela passerait par faire plus de cours en langues étrangères dans l'école et élargir le cercle des disciplines traitées. Cela permet aussi le travail d'interculturalité et d'ouverture d'esprit des élèves comme les apprentis qui ne peuvent que difficilement partir en mobilité.

ACTEURS

Les étudiant-e-s souhaitant voyager, ainsi que les étudiant-e-s étranger-e-s de l'établissement constituent les profils pouvant s'enrichir de cette mesure.

Les associations étudiantes chargées de promouvoir la diversité culturelle peuvent être, par leurs actions, à l'origine du lien entre étudiant-e-s et leur permettront de partager des expériences humaines.

Il faudrait des professeur-e-s étranger-ère-s volontaires pour être inclus dans ce programme et des professeurs de l'école volontaires pour faire leurs cours dans une autre langue que le français. Il faudrait un budget pour l'éventuel déplacement des professeurs.

La mise en place du projet se fera avec l'aide du bureau des relations internationales. Ce dernier sera le lien entre l'école et ses écoles partenaires.

RESSOURCES

Peu de ressources sont nécessaires, mis à part celles mobilisées pour la réflexion et l'impulsion de ces dispositifs.

Dans un premier temps, il faudrait savoir si les étudiant·e·s sont sensibles à ce genre de dispositifs (sondages par exemple). S'ils se révèlent correspondre à un besoin, des temps de rencontres et d'échanges doivent être pensés, puis organisés. Il sera possible par la suite de bénéficier d'un effet de renforcement.

L'idée serait soit de faire des interventions ponctuelles de professeurs étrangers. Soit dans le cas de cours ou de cursus croisés de former des classes avec 50% d'élèves de l'école, 50% d'élève d'une école étrangère et d'avoir certains cours et TD en classe entière ou groupe mixte (par le biais de cours en ligne) pour bénéficier

1. de cours en langues étrangères
2. de travaux en groupe avec des élèves étrangers. Nous avons choisi sur ce point de voir l'année du coronavirus comme une année d'acquisition de ressources qui nous a permis de mieux connaître les avantages et les limites des cours en ligne)

INDICATEURS

L'évolution de l'affluence et de l'ampleur des temps de partage, ainsi qu'un questionnaire aux étudiant·e·s y participant, peuvent contribuer à évaluer la pertinence de ce qui est mis en place.

LIMITES

Si les échanges peuvent être enrichissants, les récits entendus dans l'immobilité peuvent créer de la frustration

chez les étudiant·e·s. En effet, les récits n'égalent pas une expérience immersive.

OPÉRABILITÉ

Moins d'un an à mettre en place, à pérenniser
La mise en place d'interventions peut se faire dès la rentrée prochaine. Pour ce qui est des cours et cursus croisés il faudra attendre une année pour l'organisation administrative.

Court terme si on commence par des interventions. Le bureau de relations internationales et l'administration de l'école s'occuperaient du suivi de projet.

DÉVELOPPER LE RÉSEAU DE CORRESPONDANT.E.S

Force de l'engagement : Faible Moyen Fort

Echéance de l'action : Court terme Moyen terme Long terme

Développer le réseau de correspondant.e.s

L'idée est de permettre aux étudiant.e.s d'avoir un.e correspondant.e étranger.e, afin de découvrir une autre culture à travers l'échange avec un.e étudiant.e habitant le lieu, de manière autre que le voyage.

Le choix de correspondants pourrait se faire sur des critères comme le domaine d'étude dans un premier temps puis accessoirement les centres d'intérêts. Pour encourager l'échange dans la longueur, il faudrait une sorte de speed dating virtuel pour rencontrer le.la correspondant.e idéal.e, une application de style matching pourrait marcher aussi

OBJECTIFS

L'objectif est de permettre aux étudiant.e.s de vivre une expérience interculturelle tout en restant dans leur université d'origine pour minimiser les déplacements. Un correspondant étranger leur permettrait tout de même d'aborder leur discipline et l'enseignement sous un autre aspect, ainsi que de s'ouvrir à une nouvelle culture.

ACTEURS

Ce système de correspondants pourrait être mis en place par un partenariat entre les écoles. Les partenariats existent déjà, il faudrait lancer le mouvement. Cette solution pourrait être mise en place par les services de relations internationales de chaque université.

RESSOURCES

Afin de mettre ce projet en place, chaque université créerait une plateforme permettant de mettre en relation ses étudiant.e.s avec ceux des universités partenaires.

La première étape de ce projet serait d'établir une discussion avec les universités partenaires/volontaires afin de mettre en place

une plateforme de rencontre. Ainsi les étudiant.e.s se rencontreraient, et feraient connaissance pour choisir leur correspondant.e. Afin que les étudiant.e.s fassent connaissance et choisissent leur correspondant.e, il faudrait organiser des événements virtuels.

INDICATEURS

Le principal moyen de vérifier la réussite du projet est d'étudier les statistiques d'utilisation de la plateforme. Cette vérification doit être faite par chaque université.

LIMITES

Il est difficile de s'assurer qu'une telle mesure réduirait réellement les mobilités.

OPÉRABILITÉ

Ce projet pourrait se mettre en place en quelques mois seulement, avant de s'étendre progressivement à plus d'universités.

VALORISER LE VOYAGE AUTANT QUE LA DESTINATION

Force de l'engagement : Faible Moyen Fort

Echéance de l'action : Court terme Moyen terme Long terme

Intégrer le voyage vers une destination d'études à l'étranger comme une composante même de l'étude. *Créer un imaginaire du voyage plutôt que la destination.*

OBJECTIFS

Minimiser l'impact environnemental du voyage tout en opérant un changement des mentalités avec une logique de slow life. Faire accepter aux étudiant·e·s et au staff qu'il est possible et même souhaitable de choisir un mode de transport moins polluant en contrepartie d'un allongement de la durée du voyage

ACTEURS

Service communication, service chargé des échanges et associations d' alumni

Responsables de services internationaux

Établissements partenaires

RESSOURCES

Sensibiliser pendant les conférences sur la mobilité internationale.

Le réseau alumni : profiter que certain·e·s vivent dans d'autres pays pour être hébergés tout le long de l'itinéraire (sorte de couchsurfing proposé par les alumni).

Bourses au voyage pour ceux qui choisissent une alternative plus responsable *

Inventaire des ressources/guide du voyage longue durée

Monter un annuaire des responsables de services internationaux, intégrer les établissements partenaires comme ressources du trajet

INDICATEURS

Regarder si on observe une augmentation de trajets plus longs en termes de durée de trajet et plus courts en terme de distance

LIMITES

Réticence des étudiants et du staff.
Coût monétaire significatif.

OPÉRABILITÉ

Moyen terme/long terme : au moins deux ans, le temps d'adapter les emplois du temps et de préparer les partenariats le long du parcours

BILAN CARBONE DES VOYAGES

Force de l'engagement : Faible Moyen Fort

Echéance de l'action : Court terme Moyen terme Long terme

Préciser aux étudiants candidats le bilan carbone de chacun des voyages d'études à l'étranger

Dans le catalogue des échanges disponibles pour les étudiants, indiquer le bilan carbone lié au transport (avion, train...) par voyage.

OBJECTIFS

Faire en sorte que les étudiant·e·s puissent connaître leur impact afin d'influencer potentiellement leur choix de destination. Montrer qu'il est possible de faire le voyage autrement qu'en avion et faire une comparaison par mode de transport.

RESSOURCES

Quota carbone pour la mobilité à l'étranger en avion (non contraignant mais qui interpelle).

Sensibilisation sur l'impact carbone du déplacement.

Ajouter une comparaison, information sur les mobilités internationales, sur les listes de voyages à l'étranger.

Label "étudiant bas carbone" sur le diplôme des personnes qui sont en dessous du bilan carbone annoncé.

INDICATEURS

Kilomètres parcourus en avion lors de stages/erasmus.

Impact du label à l'embauche

OPÉRABILITÉ

Moyen terme

UNE UNIVERSITÉ EN LIGNE

Force de l'engagement : Faible Moyen Fort

L'idée est de créer une université en ligne qui permettrait aux étudiant·e·s d'étudier à l'étranger tout en limitant les transports transatlantiques.

L'idée serait de permettre aux étudiant·e·s d'étudier à l'étranger tout en restant en Europe. Le voyage pourrait ainsi se faire en train. Un critère d'attractivité important étant le niveau de la formation, les cours se feraient à distance et seraient dispensés par les universités partenaires ou d'autres universités (américaines par exemple).

OBJECTIFS

Jouer sur l'enseignement à distance, créer des promotions suivant des cours à travers le monde. En plus d'une diversité des enseignements les étudiant·e·s seraient sensibilisé·e·s à faciliter l'échange. L'objectif est de favoriser les échanges étudiants à l'étranger, qui sont très enrichissants, tout en s'assurant que les étudiant·e·s ne vont pas trop loin, afin de pouvoir utiliser des moyens de transport doux.

ACTEURS

Cette solution serait à mettre en place par les services de relations internationales des universités européennes.

L'idée devrait être travaillée par un réseau d'universités européennes avant d'être mise en place.

Le suivi serait assuré par une structure indépendante financée par l'Europe et en partenariat avec les universités européennes.

RESSOURCES

Référence : Université Minerva (USA, San Francisco)
<https://www.minervaproject.com/>

Les promotions seraient physiquement à un même endroit mais suivraient des cours à distance dans diverses universités à travers le monde. Le fait que les

étudiant·e·s soient en même endroit permettrait une certaine interactivité du cours

INDICATEURS

La réussite de ce projet pourrait se mesurer à deux niveaux : le nombre d'inscrits au sein du programme créé, et la diminution des mobilités vers des destinations lointaines (via les statistiques internes de chaque université).

LIMITES

Il nous faut aussi penser au fait que les visioconférences sont coûteuses niveau empreinte carbone, mais moins sans les caméras

Afin d'évaluer l'impact réel de cette solution, il faut prendre en compte l'empreinte carbone des cours par visioconférence.

OPÉRABILITÉ

La création et la mise en place du projet se feraient sur plusieurs années afin d'offrir l'option la plus durable et la plus pérenne possible



Convention pour la Transition
des Etablissements du Supérieur